



**SSRC** | Conflict Prevention  
and Peace Forum

**À LA RECHERCHE D'UNE FORMULE  
GAGNANTE : LEÇONS SUR LE DDR ET LA  
RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE EN  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

*12 MAI 2021*

Revue de Littérature  
MICHEL THILL

# TABLE DES MATIÈRES

Résumé et considérations	3
1. Introduction	5
2. Le DDR en RDC : Une vue d'ensemble (1999-2020)	6
2.1 DDR I (2003-2007) et DDR II (2007-2011)	8
2.2 DDR III (2013-2018) et DDRC (2019-aujourd'hui)	10
2.3 Initiatives parallèles et alignées de DDR	12
2.4 Le DDR dans une zone de conflit marquée par la pauvreté	12
3. La politique au-delà du DDR	13
3.1 La valeur politique des groupes armés	13
3.2 Dilemmes de confiance et de sécurité	15
4. La politique du DDR	16
4.1 Problèmes politiques, solutions techniques	16
4.2 Le butin du DDR	17
4.3 Manque de connaissances (locales)	18
4.4 Manque de coordination, de cohérence et de constance	19
5. Les ingrédients d'une formule gagnante ?	21
5.1 Les leçons du DDR en Ituri : DCR et FRPI	21
5.2 La réintégration associative : Connexions, réseaux et relations	23
6. Conclusions	25
Bibliographie non systématique sur le DDR en RDC	27
Recherche Académique	27
Littérature grise, évaluations indépendantes, blogs et journalisme	31
Gouvernement et institutions multilatérales	37

## À PROPOS DU SOCIAL SCIENCE RESEARCH COUNCIL

Le *Social Science Research Council* (SSRC) est un organisme indépendant, international et à but non lucratif fondé en 1923. Il promeut l'innovation dans la recherche innovante, accompagne les nouvelles générations de chercheurs en sciences sociales, approfondit la manière dont la recherche est pratiquée au sein des disciplines et entre elles, et mobilise les connaissances nécessaires sur des questions publiques importantes.

## À PROPOS DU CONFLICT PREVENTION AND PEACE FORUM

Le *Conflict Prevention and Peace Forum* (CPPF) renforce la base de connaissances et la capacité analytique des Nations unies dans les domaines de la prévention des conflits, de la gestion des conflits et du maintien de la paix. Fondé en 2000 en tant que programme du *Social Science Research Council*, le CPPF est né d'une recommandation du rapport du Groupe d'experts sur le maintien de la paix (le "rapport Brahimi") de la même année, qui soulignait la nécessité pour l'ONU d'avoir un accès inconditionnel et rapide à une expertise externe concernant les zones géographiques ou l'ONU intervient ainsi que les thématiques y afférentes.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**MICHEL THILL** est un consultant indépendant en recherche en sciences sociales et en gestion de projets sur l'est de la RD Congo. Son expertise se concentre sur la police, la réforme de la police, la gouvernance de la sécurité et l'insécurité urbaine. Michel est un membre collaborateur du *Rift Valley Institute* (RVI) basé à Nairobi dont il a géré le programme sur les Grands Lacs de 2012 à 2016. Il est également un collaborateur du Groupe d'Études sur les Conflits et la Sécurité Humaine (GEC-SH) basé à Bukavu. En tant que doctorant à l'Université de Gand, associé au *Conflict Research Group* (CRG), il rédige sa thèse sur le travail quotidien de la police à Bukavu.

## REMERCIEMENTS

L'auteur remercie Harald Hinkel et Christoph Vogel pour les précieux commentaires fournis lors de la rédaction de ce rapport, ainsi que le SSRC pour son soutien tout au long du processus de rédaction.

## RÉSUMÉ ET CONSIDÉRATIONS

Le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) en République démocratique du Congo (RDC) se trouve à un moment critique. Alors que des plans pour une approche plus décentralisée de la démobilisation et de la réintégration communautaire sont en cours d'élaboration entre le gouvernement congolais et ses partenaires internationaux, la récente, mais encore modeste, consolidation du pouvoir par le Président Tshisekedi pourrait offrir une opportunité de faire avancer ces efforts. Dans cette optique, ce rapport passe en revue la littérature existante sur le DDR en RDC à la recherche de leçons. Il vise, d'une part, à insuffler un contexte et une spécificité aux discussions actuelles sur la programmation du DDR et la mise en œuvre de la réintégration communautaire et, d'autre part, à suggérer des ingrédients potentiels d'une formule gagnante pour le DDR en RDC.

La RDC est le lieu de l'effort de DDR peut-être le plus important et le plus long au monde. Décrit comme une « histoire sans fin » (Boshoff 2007), les programmes et projets de DDR sont cycliques et hautement contextuels. Ils ont été déclenchés par des accords de paix régionaux, nationaux et locaux; influencés par des campagnes électorales et des élections; façonnés par des opérations militaires; financés par des partenaires bi- et multilatéraux; et poussés en avant par la diplomatie internationale.

Dans le même temps, les cycles de DDR ont été victimes de la politique militarisée généralisée de la RDC et d'un manque de confiance entre le gouvernement, les communautés et les groupes armés. En outre, ils se sont enlisés dans leur propre politique; ils évitent trop souvent de s'engager au niveau politique; et ils ont produit un ensemble de butins économiques que certains combattants peuvent considérer comme inutiles, tandis que d'autres sont libres de s'emparer. En outre, les initiatives de DDR ont été sapées par un manque de connaissances locales, des hypothèses erronées, des incohérences et des discordances. De plus, dans un contexte de conflits violents et de difficultés socio-économiques, la réintégration est prise au piège de la logique du nexus sécurité-développement. Elle est confrontée à l'énorme tâche de transformer les anciens combattants violents en membres actifs et productifs de leur communauté, faisant ainsi le lien entre sécurité et développement. La réintégration peut donc être considérée à la fois comme le maillon le plus important et le plus faible du DDR.

Les trois derniers cycles de DDR de la RDC ont connu peu de succès dont on peut se vanter, en particulier dans le domaine de la réintégration. Pourtant, malgré toutes les difficultés et les lacunes, certaines réussites méritent d'être reconnues. Sur la base d'un examen non systématique des efforts de DDR en RDC, ce rapport met en lumière six aspects qui méritent d'être pris en compte dans la réflexion et la programmation futures du DDR. Afin de maximiser les chances d'obtenir des résultats durables, les interventions de DDR en RDC devraient :

**Être ancré dans un processus politique.** Le DDR et la réintégration en particulier sont profondément politiques par nature. Le nouveau plan du Président Tshisekedi connu sous le nom de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire (DDRC) doit donc s'inscrire et s'enraciner dans un processus politique cohérent et coordonné de haut niveau. L'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération (Accord-cadre) existant est bien adapté pour rassembler toutes les parties prenantes autour de la table et mobiliser les fonds nécessaires. Le projet de mettre en place une Coordination Nationale pour le DDR en communication directe avec le mécanisme national de supervision de l'Accord-cadre, associé à la récente, bien que modeste, consolidation du pouvoir politique du Président Tshisekedi, donne des raisons d'être optimiste et incite fortement ses partenaires à saisir l'occasion.

**S'aligner sur l'armée.** Une stratégie militaire coordonnée et cohérente, totalement alignée sur le programme de DDR, est essentielle à une démobilisation réussie ainsi qu'à une réintégration durable. Une mise en œuvre rigoureuse permet non seulement de dissuader les détracteurs et de punir les fauteurs

de troubles, mais peut également contribuer à renforcer la confiance entre le gouvernement congolais, les groupes armés et les communautés en montrant que les accords seront respectés, que les auteurs de troubles seront maîtrisés et que les communautés vulnérables seront protégées. Dans ce contexte, la combinaison de l'absence d'une armée compétente et du retrait prévu de la mission de maintien de la paix de l'ONU est inquiétante, car elle sape la confiance, entretient les dilemmes sécuritaires et conduit à de nouveaux cessez-le-feu, conventions et accords qui manquent de fermeté.

**Éviter de contribuer à une (re)mobilisation armée.** La politique militarisée de la RDC a fait régresser les efforts de DDR précédents et continuera inévitablement à compliquer les plans futurs. Néanmoins, le DDRC peut s'améliorer en assurant que ses projets n'alimentent pas activement les économies locales de dé- et remobilisation, et que ces projets ne nourrissent pas les agendas des hommes politiques. Outre le fait de remédier à l'inadéquation des paquets de réintégration et des formations qui risquent de se transformer en butin pour les groupes armés, faire du DDRC le seul plan de DDR pourrait être très utile. Cela nécessiterait une vision claire, inclusive et unique du DDR, ainsi que la cohérence et la coordination de ses programmes et projets.

**Investir dans la réintégration associative.** Tandis que le DDRC devrait être ancrée dans un cadre politique solide soutenu par la communauté internationale, elle nécessite également une approche axée sur la communauté et capable d'établir et de maintenir la confiance pendant les phases de démobilisation et réintégration. Une telle approche implique une réflexion créative - suivie d'un investissement conséquent - sur des projets de réintégration associatifs flexibles qui donnent aux ex-combattants la liberté de choisir leur propre chemin vers la vie civile. Elle exige en outre de consulter et d'inclure les communautés dans le processus et d'encourager la diversité des relations, des réseaux et des associations comme base d'un nouveau sentiment d'appartenance pour tous.

**Comblent les lacunes dans les connaissances locales.** Le manque de connaissances au sein des programmes de DDR concernant les subtilités et les nuances de la démobilisation et de la réintégration, leurs aspects sociaux et psychologiques, ainsi que les capacités et les perceptions des combattants et des communautés, a conduit à des programmes de réintégration peu performants, à la frustration des ex-combattants et à des attentes des donateurs non satisfaites. Pourtant, l'étude de ces subtilités et nuances reste beaucoup trop rare. Par conséquent, la formulation d'une politique fondée sur des faits nécessiterait d'autres études sur la réintégration, le retour, le chez soi et la mobilité.

**Maintenir un engagement soutenu.** En fin de compte, la réintégration communautaire en particulier est un processus à long terme dont les progrès dépendent du contexte local, national, régional et même mondial dans lequel il se déroule. Un engagement soutenu et de la patience durable de toutes les parties impliquées dans la conduite et le soutien du DDR en RDC sont donc essentiels.

#### *Note aux lecteurs*

Ce rapport a été publié avant l'annonce de l'état d'urgence et de la loi martiale par le Président Tshisekedi. Ils ont pris effet au Nord-Kivu et en Ituri le 6 mai 2021 et doivent durer au moins 30 jours. Cette approche résolument militaire de la gestion des groupes armés des deux provinces soulève des questions quant au calendrier et à la mise en œuvre de la DDRC décentralisée et communautaire, ainsi qu'à la coordination entre cette dernière et les opérations de l'armée. Pour l'instant, il semble qu'il n'y ait guère d'autre choix que d'attendre le retour du gouvernement civil avant de lancer tout programme de réintégration communautaire.

## 1. INTRODUCTION

En octobre 2019, neuf mois après sa prise de fonction et un an après avoir remporté une élection présidentielle contestée – mais largement pacifique – le président Félix Tshisekedi a lancé le quatrième cycle de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de la RDC. Intitulé DDRC, il met l'accent sur la réinsertion communautaire.<sup>1</sup> Peu après son annonce, les gouverneurs du Nord et du Sud-Kivu ont mis en place une commission interprovinciale pour soutenir cette nouvelle tentative de convaincre les combattants de déposer les armes et de retrouver une place dans la vie civile.

Le paysage évolutif de la violence du XXI<sup>e</sup> siècle est marqué par l'absence de processus politiques permettant de mettre fin à des conflits de plus en plus complexes, impliquant des groupes armés non étatiques de plus en plus fragmentés, des réseaux criminels transnationaux ainsi que de l'extrémisme. Le DDR s'est adapté en cours de route comme une réponse internationale parmi d'autres à ces défis et en fonction des agendas mondiaux de paix, de sécurité et de développement. Outil largement technique des accords de paix nationaux à la fin des années 1980 et dans les années 1990, le DDR est devenu un élément fondamental des opérations de maintien de la paix dans le monde entier et constitue désormais un processus de longue date à part entière, bien que quelque peu disparate. Le DDR se joue aux niveaux local, national ou régional, se déploie sous différentes formes et est le plus souvent découplé des processus politiques plus larges. En outre, depuis le 11 septembre 2001, le DDR est l'exemple par excellence du lien entre sécurité et développement. En effet, aujourd'hui, le DDR est généralement considéré comme un processus à durée indéterminée intégré dans un « programme plus large de redressement et de stabilité » (World Bank, United Nations Peacekeeping Operations, and Social Science Research Council 2018, 4 ; UN Disarmament, Demobilization and Reintegration Resource Center 2020). Dans cette lecture, le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants dans les forces de sécurité nationales ou dans la société doivent être le pont qui relie la sécurité et le développement. Le DDR n'est donc pas seulement destiné à réduire le potentiel de violence, mais, idéalement, il sert aussi de tremplin aux anciens combattants pour qu'ils deviennent des membres productifs de leur communauté.

Cela dit, les décideurs politiques, les praticiens et les universitaires s'accordent à dire que la réintégration des anciens combattants dans la communauté est à la fois le maillon le plus faible du DDR et le plus important pour sa réussite. Dans les évaluations et les études, le piètre bilan de la réintégration est remarquable. Certaines études se demandent à quoi ressemblerait exactement une réintégration réussie et de quelle façon elle pourrait être mesurée. Comment les anciens combattants peuvent-ils se réintégrer, dans quoi, et pourquoi ? D'autres déplorent que, malgré les progrès de la réflexion sur le DDR, dans la pratique, les outils restent largement techniques sans prendre en compte le politique. D'autres encore plaident pour que le DDR soit intégré encore plus systématiquement dans les interventions de développement et de construction de l'État. Pourtant, en faisant du DDR une affaire de réintégration, il devient de plus en plus difficile de définir où commence et où finit le DDR. Cette situation est problématique, étant donné que les universitaires et les praticiens s'accordent à dire que la réussite du DDR, et de la réintégration en particulier, exige que les politiques et les programmes s'appuient sur des connaissances contextuelles, précises et locales (Geenen 2007 ; Lamb 2012 ; McMullin 2013 ; Muggah

---

<sup>1</sup> En RDC, la réintégration dans la société est communément appelée réinsertion, tandis que la réintégration tend à être réservée à l'intégration dans l'armée. Cette utilisation n'est pas conforme à la terminologie du DDR en général. L'IDDRS révisé (Centre de ressources des Nations Unies pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, n.d.), par exemple, désigne la réinsertion comme "l'assistance offerte aux ex-combattants pendant la démobilisation mais avant le processus de réintégration à plus long terme". "La littérature sur le DDR en RDC tend à suivre les définitions de l'ONU et c'est également le cas de cette étude.

2014 ; Muggah et O'Donnell 2015 ; Perazzone 2016 ; Richards 2016 ; Sharif 2018 ; Tegenbos et Vlassenroot 2018, 16 ; Vogel et Musamba 2016).

La RDC a été le témoin de ce qui est peut-être l'effort de DDR le plus important et le plus long au monde. Décrit comme une « histoire sans fin » (Boshoff 2007), ses trois derniers cycles ont connu peu de succès, en particulier dans le domaine de la réintégration. Des observateurs ont affirmé que les « programmes de démobilisation de la RDC ne s'attaquent pas aux motivations des combattants et que les résultats sont largement immatériels » (Mariage 2007, 281). D'autres déplorent que « les programmes de réintégration semblent se heurter aux mêmes obstacles dans chaque nouveau contexte, ce qui se traduit par des plans mal mis en œuvre et, au mieux, par des résultats sous-optimaux » (Sharif 2018, 3). L'incapacité du gouvernement congolais à traiter de manière appropriée un grand nombre de redditions volontaires de combattants en 2019 a conduit une analyse récente à y faire référence comme « l'une des plus grandes opportunités manquées de l'est du Congo depuis longtemps » (Kivu Security Tracker 2021, 16). Néanmoins, malgré les retards et les revers, le DDR reste « un élément crucial des efforts de consolidation de la paix, de construction de l'État et de stabilisation en RDC » (Vlassenroot, Mudinga et Musamba 2020, 842).

Avec le dernier plan de DDR à l'horizon, il semble opportun et utile d'explorer comment le DDRC peut être amélioré par rapport à ses prédécesseurs. L'objectif modeste de ce rapport est d'insuffler un contexte et une spécificité aux débats actuels sur le DDR et la réintégration en RDC. En s'appuyant sur un examen non systématique de la littérature pertinente sur le DDR et la réintégration communautaire en RDC, les sections suivantes résument l'histoire, le contexte, la politique et les lacunes programmatiques avant de présenter les éléments clés d'une formule potentiellement gagnante dans l'espoir d'informer et de stimuler les débats politiques en cours sur le DDR en RDC.

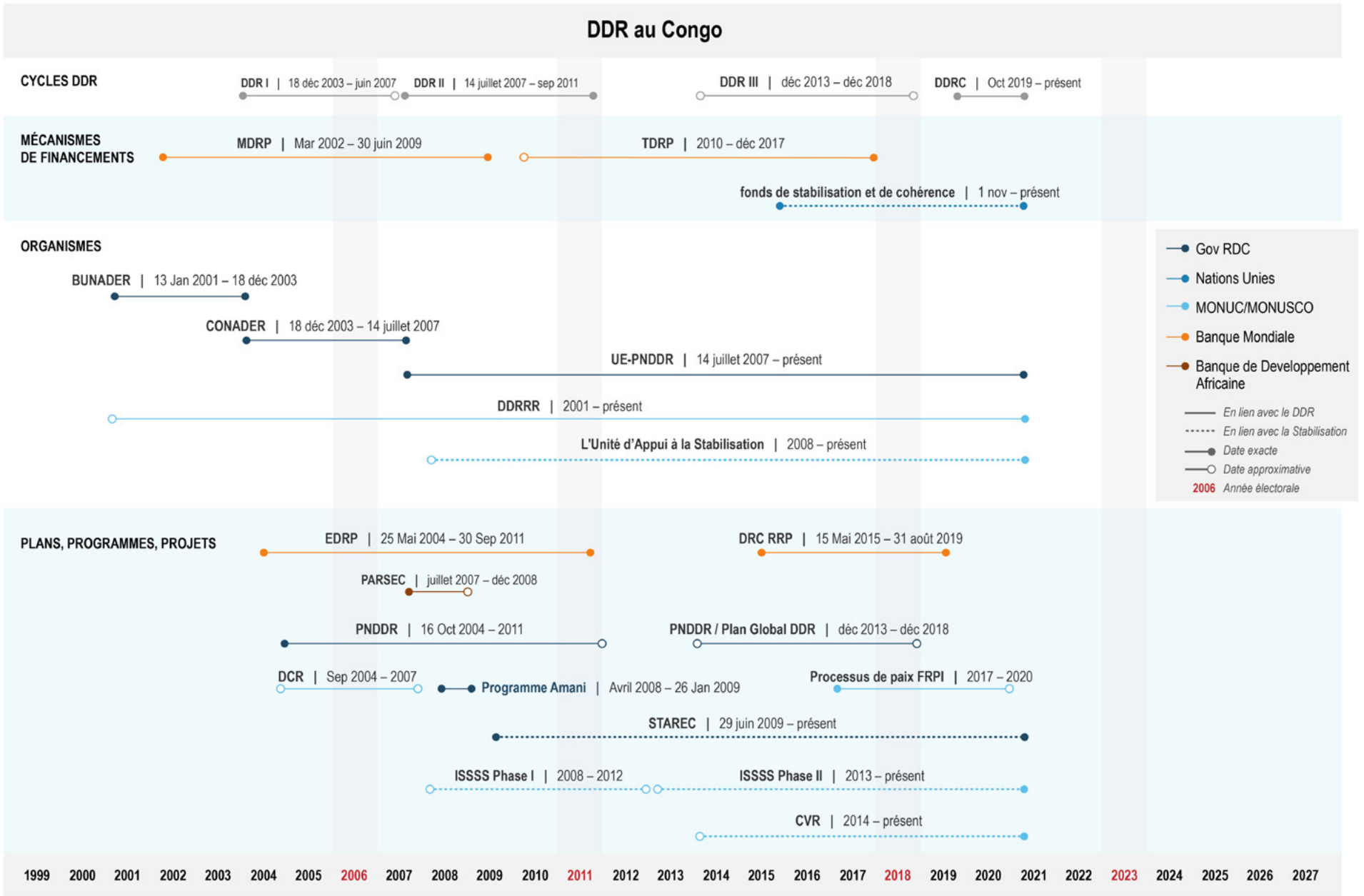
## 2. LE DDR EN RDC : UNE VUE D'ENSEMBLE (1999-2020)

Le DDR soutenu par la communauté internationale en RDC trouve son origine dans l'accord de cessez-le-feu de Lusaka de 1999 qui visait à ouvrir la voie au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers et de leurs combattants et à soutenir la création d'une nouvelle armée nationale intégrée. Au cours des vingt dernières années, le DDR a pris des formes diverses et variées. Aujourd'hui, il peut être décrit comme un réseau dispersé de plans, de processus, de programmes, de projets et de pratiques qui impliquent une série d'organisations chargées de la mise en œuvre, d'agences de suivi, d'institutions étatiques et de donateurs situés aux niveaux local, national, régional et international. De plus, les processus de DDR en RDC sont concrètement liés – parfois plus, parfois moins – à d'autres agendas de paix, de sécurité et de développement tels que les missions de maintien de la paix, les programmes nationaux de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et les stratégies de stabilisation.

Enfin, les activités de DDR de la RDC sont cycliques. Elles peuvent être déclenchées par des accords de paix régionaux, nationaux ou locaux, influencées par des campagnes électorales et des élections, façonnées par des opérations militaires, financées par des partenaires bi- et multilatéraux, et poussées par la diplomatie internationale comme l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération de 2013. C'est la raison pour laquelle le DDR en RDC peut être décrit par un ensemble de cycles : DDR I (2004-2007), DDR II (2007-2011), DDR III (2013-2018), et le DDRC récemment annoncé (2019-présent).

Avant de présenter chacun de ces cycles, il convient de mentionner une autre façon de catégoriser le DDR en RDC, à savoir par ses cibles : les combattants adultes congolais ; les groupes armés étrangers et les combattants étrangers ; et les enfants soldats. Si le DDR consacré à la première catégorie englobe de loin la majorité des fonds et des programmes, les deux autres jouent également





un rôle crucial. Un programme de DDR précoce et peu étudié en RDC, par exemple, a été mis en œuvre par le Bureau National pour la Démobilisation et la Réinsertion (BUNADER, créé en 2001) et semble s'être largement concentré sur les enfants soldats, tout en attendant la fin de la deuxième guerre du Congo (1998-2003) avant de se lancer dans le désarmement des combattants adultes (Bodineau 2011 ; Bureau International du Travail 2003). Par la suite, un vaste programme régional de DDR financé par le programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP, Multi-Country Demobilization and Reintegration Program, 2002-2009) de la Banque Mondiale a financé quatre projets spécifiques pour les enfants soldats. Une évaluation de ces projets réalisée en 2007 évalue le nombre d'enfants démobilisés à près de 22 000, dont plus de 17 000 ont été réunis avec leurs familles, mais seulement 604 ont effectivement terminé le processus de réintégration (Development Alternatives Inc. 2007).

Si le recrutement d'enfants dans les groupes armés et, dans des cas isolés, dans l'armée et la police a diminué depuis les guerres du Congo, cette pratique se poursuit néanmoins à ce jour et reste un sérieux défi pour le DDR (Mitra 2019 ; Conseil de sécurité de l'ONU 2020a). Le second processus, également appelé désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR), est financé par les États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la Banque Mondiale (jusqu'en 2017, date de clôture du dernier programme de DDR au Rwanda) et géré par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO). Les activités de DDRRR ont commencé dès 2001 et se poursuivent à ce jour, ce qui en fait le programme de DDR le plus long de la RDC. Selon une récente note conceptuelle de projet de la MONUSCO (2021), le DDRRR a rapatrié plus de 32 000 combattants étrangers et personnes à charge (voir également Boshoff 2010 ; International Crisis Group 2001 ; Kasongo et Sebahara 2006 ; Lamb et al. 2012 ; Marriage 2007 ; Muggah et O'Donnell 2015 ; Vogel 2014b ; Banque mondiale 2019).

Enfin, le processus de DDR concernant les combattants adultes congolais a suivi deux voies principales : soit le désarmement pour rejoindre l'armée ou la police nationale, soit le désarmement et la démobilisation suivis d'une réintégration dans la société, contribuant ainsi au redressement et au développement socio-économique. Le reste de ce document se concentre principalement sur ce dernier processus.

## 2.1. DDR I (2003-2007) et DDR II (2007-2011)

Le MDRP de la Banque Mondiale, une réponse régionale à la crise de la première (1996-1997) et de la deuxième guerre du Congo (1998-2003), a financé le DDR en RDC par le biais du projet d'urgence pour la démobilisation et réintégration (EDRP, Emergency Demobilization and Reintegration Project). Ce projet s'est déroulé de 2004 à septembre 2011, survivant au MDRP lui-même, qui a été remplacé par le programme de démobilisation et réintégration transitoire (TDRP, Transitional Demobilization and Reintegration Program) en 2009. En 2011, le EDRP avait dépensé 272 millions USD pour ses activités - 150 millions USD de la Banque Mondiale, 100 millions USD d'un fonds fiduciaire multidonateurs et 22 millions USD de la Banque Africaine de Développement. Cela en faisait le programme de DDR le mieux financé d'Afrique. Pourtant, le gouvernement congolais n'avait promis que 2,5 millions de dollars US au cours de la même période, ce qui révèle un défi majeur auquel les trois cycles ont été confrontés, à savoir dans quelle mesure les détenteurs de pouvoir et les décideurs du pays étaient réellement engagés dans le DDR (Conoir 2012 ; Emergency Demobilization and Reintegration Project 2004, 3 ; EDRP 2012, 59 ; Lamb 2012 ; Nzekani 2013 ; Perazzone 2016, 261).

En RDC, en décembre 2003, huit mois après la signature de l'Accord global et inclusif qui a mis fin à la deuxième guerre du Congo, le gouvernement de transition et de partage du pouvoir a créé la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CONADER). Prenant le relais

du BUNADER, la commission a été chargée de surveiller, de coordonner et de mettre en œuvre le DDR en RDC. Le Plan National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR) a suivi en 2004. Le premier cycle de DDR de la RDC a rapidement été confronté à des défis importants, notamment la poursuite du conflit violent en Ituri et dans les Kivus et l'organisation des premières élections libres depuis l'indépendance. Prévues pour 2006, celles-ci ont accaparé l'essentiel de l'attention du gouvernement de transition et de ses partenaires. En outre, comme abordé ci-dessous, la CONADER n'a pas répondu aux attentes des donateurs, ni à celles de nombreux ex-combattants démobilisés. En juillet 2007, après qu'un audit de la Banque Mondiale ait fait état d'un manque de capacité, d'inefficacité, de mauvaise gestion des fonds et de détournement de fonds, la CONADER a été contrainte de fermer ses portes, ce qui peut être considéré comme la fin du DDR I (Clement 2009 ; Kölln 2011 ; Vogel et Musamba 2016).

Le DDR II a commencé avec la création, la même année, du successeur de la CONADER, l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UE-PNDDR), et s'est poursuivi jusqu'en septembre 2011. Un rapport d'achèvement du EDRP de 2012 indique que 209 605 ex-combattants sont passés par les deux premiers cycles de DDR de la RDC, dont 31 738 enfants. Parmi eux, 66 814 ont intégré l'armée tandis que 109 846 adultes ont été démobilisés afin de retourner à la vie civile (EDRP 2012, iii, note de bas de page 1). Si ces chiffres sont impressionnants, la réintégration a rencontré de sérieux obstacles. Une évaluation indépendante note qu'à la fin de 2009, un peu plus de 100 000 combattants avaient été démobilisés sur un objectif de 150 000, mais que seuls 52 000, soit 58 % de l'objectif de 90 000, avaient été réintégrés (Kölln 2011, 15). Selon une analyse d'un colonel congolais à la retraite, 159 670 ex-combattants ont été démobilisés entre 2004 et 2010, dont seulement 77 780, soit moins de la moitié, ont été réintégrés dans la société (Nzekani 2013, 4 ; voir aussi Lamb 2012, 38). Perazzone (2016, 267) écrit que l'une des raisons de cette faiblesse pourrait être la priorité du EDRP et de la CONADER de « dissoudre autant de groupes armés que possible avant la tenue des élections de 2006. Cela s'est avéré préjudiciable à la réintégration, qui a bénéficié de moins de planification et de financement ». D'autres soulignent le postulat initialement erroné du programme selon lequel « les combattants se démobiliseront volontairement et que quelques centaines de dollars (ou, dans le cas des enfants, une maison familiale) rendront la démobilisation économiquement viable » (Mariage 2007, 290). Pourtant, à l'époque, les agences humanitaires auraient jugé les prestations de DDR trop généreuses, dépassant ce qui était nécessaire et ce que leurs propres projets offraient aux bénéficiaires.<sup>2</sup> Il convient donc de garder à l'esprit que la critique, elle aussi, est contextuelle et relative.

De plus, le programme a eu du mal à atteindre les femmes combattantes. Une stratégie globale en matière de genre n'a été intégrée qu'en 2008. L'ONG chargée de mettre en œuvre six programmes spéciaux destinés aux femmes combattantes n'a atteint que 876 femmes sur les 10 000 initialement prévues. À la fin du EDRP, seules 4 524 femmes sur près de 110 000 ex-combattants s'étaient inscrites pour la démobilisation. Parmi elles, 2 396 ont choisi la réintégration dans la société, tandis que les autres ont préféré l'intégration dans l'armée. Une raison évidente de ce manque de participation est l'obligation initiale de remettre une arme lors de l'enregistrement. De nombreuses femmes membres de groupes armés ne portent pas d'armes mais fournissent d'autres services, du portage à la cuisine en passant par le sexe. Les femmes combattantes ont également estimé qu'elles seraient confrontées à davantage de rancœur, de stigmatisation et de rejet si elles retournaient dans leurs communautés. En ce sens, les processus de DDR en RDC reflètent les désavantages structurels genrés de la société dans son ensemble (EDRP 2012, 10 ; Independent Evaluation Group 2013, 5-6 ; Kölln 2011, 11 ; Rhea 2014).

<sup>2</sup> Communication avec le personnel de la Banque Mondiale impliqué dans les trois cycles de DDR de la RDC, 11 avril 2021..

Après la fin du DDR II, la démobilisation et la réintégration en RDC ont été ralenties par une série d'événements cruciaux. Les élections contestées de fin 2011 ont rendu certains donateurs réticents à ouvrir leur porte-monnaie. Un processus de réorganisation militaire a remis en question les structures de commandement parallèles qui avaient émergé lors de la précédente réintégration dans l'armée, ce qui a bouleversé un bon nombre d'hommes forts politiques et militaires dans les Kivus. En outre, une nouvelle rébellion résultant en partie de la réorganisation de l'armée a finalement été vaincue militairement en 2013, ce qui a amené le gouvernement et les bailleurs de fonds à réévaluer leur approche du DDR (Stearns 2012 ; Vogel 2014c ; Vogel et Musamba 2016).

## 2.2. DDR III (2013-2018) et DDRC (2019-aujourd'hui)

En décembre 2013, un mois après la signature de l'Accord de Nairobi qui a officiellement mis fin à la rébellion du M23, le gouvernement congolais a présenté une nouvelle version de sa stratégie de DDR, le Plan Global de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, ou DDR III. Révisé en 2014 en étroite collaboration avec la MONUSCO, le DDR III a néanmoins eu du mal à débiter en raison d'un ensemble de facteurs : des efforts de démobilisation et de réintégration incohérents, la reprise des opérations militaires contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR), la remobilisation de groupes armés burundais actifs sur le sol congolais après le coup d'État raté de 2015 au Burundi, et l'hésitation des donateurs à investir des fonds dans un gouvernement dirigé par un président qui semblait peu enclin à céder le pouvoir lors des prochaines élections de 2016. Finalement, la Banque Mondiale a contribué à la hauteur de 21,5 millions de dollars au DDR III dans le cadre du projet de réinsertion et de réintégration en RDC (DRC RRP, DRC Reinsertion and Reintegration Project), qui s'est déroulé de mai 2015 à août 2019.

Dans un changement majeur de logique par rapport à ses deux prédécesseurs, le DDR III ne proposait plus l'intégration militaire comme option pour les combattants désarmés. S'adressant aux groupes armés congolais plutôt qu'aux armées rebelles, l'accent est désormais mis sur la réintégration des ex-combattants dans la vie civile. Pour ce faire, le DDR III a privilégié l'approche de la carotte et du bâton : les combattants des groupes armés se verraient accorder un délai pour se démobiliser et réintégrer la vie civile, sous peine d'être confrontés à la force (discutable) de l'armée congolaise. L'examen final du DRC RRP par la Banque mondiale met en évidence de nombreux défis (World Bank 2019, 2020). La MONUSCO devait rénover, approvisionner et surveiller les deux centres d'accueil actifs de Kamina et Kitona, mais elle a arrêté ses travaux en juillet 2017 - et en octobre, elle a complètement retiré son soutien au DDR III.

Le retrait de la MONUSCO était un autre signe de la détérioration des relations entre la mission de maintien de la paix et le gouvernement au cours de ces années. En début 2015, les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont commencé unilatéralement des opérations contre les FDLR, écartant la MONUSCO, qui avait critiqué la participation de commandants de l'armée qui auraient été impliqués dans des violations des droits de l'homme. À la mi-2016, un violent conflit qui a éclaté autour d'une succession coutumière dans la région du Kasai a vu beaucoup d'ingérence de la part du gouvernement et, en mars 2017, a conduit au meurtre de deux membres du Groupe d'Experts des Nations Unies qui cherchaient à enquêter sur l'utilisation de drogues et d'enfants soldats parmi certaines des factions combattantes. Tout au long de cette période, les manigances de Kabila autour des élections de 2016 et la répression violente de manifestations pacifiques ont rendu de plus en plus difficile une relation de travail avec la MONUSCO - ainsi qu'avec de nombreux autres partenaires internationaux.

Les efforts désordonnés du gouvernement pour remédier aux conditions de vie dans les centres de réception du DDR III ont peut-être été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ce rôle du gouvernement a influencé la décision de la Banque Mondiale de fermer son propre programme de manière anticipée, les activités ayant effectivement cessé en décembre 2018. Dans cet intervalle, 4 346 ex-combattants, dont 89 femmes, ont été démobilisés. Si l'examen indique que 3 796, dont 80 femmes, ont été réintégrés, la réintégration a été mesurée par la distribution de kits et des enquêtes méthodologiquement compromises sur la situation des ex-combattants six mois après la formation et six mois après leur retour dans la communauté. De plus, si les chiffres du DRC RRP étaient proches de l'objectif initial de démobilisation de 4 700, le propre plan du gouvernement visait la réintégration de plus de 12 000 ex-combattants. Plus inquiétant encore, l'étude de la Banque Mondiale note que la proximité des centres d'accueil avec les bases militaires signifiait que « certains résidents étaient vulnérables aux violations des droits et au recrutement dans les milices ou dans l'armée de la RDC elle-même » (World Bank 2020, 10). Pire encore, sans donner d'explication supplémentaire, le rapport indique qu'outre les personnes qui se sont réintégrées, « 1 098 autres personnes sont décédées, ont été considérées comme des combattants étrangers ou ont rejoint la police ou l'armée » (World Bank 2020, 9). Outre le fait qu'elle révèle que les ex-combattants trouvent toujours leur chemin dans les forces de sécurité malgré la rhétorique du DDR III, cette déclaration fait écho à l'enquête choquante menée dans le camp militaire de Kotakoli en 2013 et 2014 où, avant le financement de la Banque Mondiale, au moins une centaine d'ex-combattants et leurs personnes à charge en attente de démobilisation sont morts de maladie et de faim (Human Rights Watch 2014). En bref, malgré le soutien éphémère de la MONUSCO et de la Banque Mondiale, le DDR III a été sérieusement endommagé par le mépris du gouvernement congolais pour la démobilisation des combattants - un fait qui a rendu les campagnes de démobilisation actuelles considérablement plus difficiles (Carayannis et Pangburn 2020 ; Clement 2009 ; Conoir 2012 ; Kasongo et Sebahara 2006 ; Kölln 2011 ; Lamb 2012 ; Perazzone 2016 ; Stearns, Verweijen, et Baaz 2013, 66-67 ; Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies 2018 ; Vogel 2015 ; Vogel et Stearns 2018 ; Wilén 2013 ; Wondo 2014 ; Banque mondiale 2015).

En dehors de quelques initiatives locales supplémentaires, dont le processus de paix du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) évoqué ci-dessous, une accalmie des activités de DDR a suivi les expériences quelque peu traumatisantes du DDR III. De plus, les manœuvres politiques du Président Kabila visant à reporter à plusieurs reprises les élections de 2016 et la répression violente des manifestations à travers le pays n'ont certainement pas contribué à créer un environnement propice au lancement de nouvelles initiatives de DDR. Avec l'entrée en fonction du Président Tshisekedi en janvier 2019 après des élections douteuses mais pacifiques, une page semble toutefois se tourner. Neuf mois plus tard, Tshisekedi a annoncé sa nouvelle approche du DDR, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion communautaire (DDRC). Selon un document sur les termes de référence, le DDRC maintient le scepticisme de DDR III envers l'intégration de l'armée. Il s'écarte toutefois des cycles de DDR précédents en adaptant un cadre civil et décentralisé qui place la réintégration communautaire au centre de ses préoccupations. Outre la nature résolument démilitarisée et ascendante de cette approche, elle met l'accent sur l'inclusivité et la complémentarité en « privilégiant l'ensemble des besoins de la réinsertion communautaire (besoins des ex-combattants, des populations d'accueil, de renforcement de l'autorité civile de l'État et des services publics de base » (DDRC, n.d., 1). Deux projets d'ordonnance créés à la fin de 2020 sous la direction du chef de cabinet par intérim Kolongele (remplacé par Guylain Nyembo en janvier 2021) prévoient de remplacer l'UE-PNDDR par une Coordination Nationale qui rend compte directement à la présidence et soutient les commissions provinciales qui doivent être les moteurs opérationnels du DDRC (DDRC, n.d. ; Gouvernement de la RDC 2020a, n.d.). Alors que le DDRC contient beaucoup de raisons d'espérer, les mois à venir montreront dans quelle mesure - et à quelle



vitesse - ses plans peuvent se matérialiser. En d'autres termes, comment concevoir au mieux des projets de DDR qui doivent à la fois s'aligner sur un programme national et répondre aux diverses exigences locales d'un contexte spécifique ?

### 2.3. Initiatives parallèles et alignées de DDR

En parallèle ou en alignement avec ces quatre grands cycles de DDR, une multitude d'initiatives supplémentaires ont été lancées au cours des vingt dernières années dans le cadre soit de processus de paix avec des groupes armés spécifiques, soit de programmes de donateurs plus importants. Ces initiatives incluent des efforts de démobilisation en Ituri à partir de 2004, y compris le projet de Démobilisation et de Réinsertion Communautaire (DCR, Demobilization and Community Reinsertion) de 2004 à 2007 et le processus de paix FRPI (2017-présent), ainsi que la Conférence de Goma de 2008 et le programme Amani qui a suivi (2008-2009). Chacun de ces éléments reviendra dans les sections suivantes.

Une autre initiative de DDR consiste en des stratégies de stabilisation du pays sous la forme du Programme de Stabilisation et de Reconstruction de l'Est de la République Démocratique du Congo (STAREC) du gouvernement, lancé en 2009 et soutenu par la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS) de la mission de maintien de la paix de l'ONU. Le DDR y joue un rôle important. Selon les statistiques de l'ISSSS, durant sa première phase (2009-2012), par exemple, 4 900 ex-combattants ont été démobilisés et 2 600 sont passés par ses programmes de réintégration (ISSSS pour la RDC 2013, 9, 31). De plus, à travers son quatrième pilier, dédié au « retour, à la réintégration et au rétablissement socio-économique », l'ISSSS s'efforce de faciliter le retour et la réintégration durable des ex-combattants. Dans le cadre du DDRC de Tshisekedi, cependant, le STAREC pourrait bien être supprimé et ses responsabilités récupérées par la Coordination Nationale du DDRC (Gouvernement de la RDC 2020b) afin de mieux intégrer les activités de stabilisation et de démobilisation. Cela serait conforme à l'ambition du DDRC d'établir une vision unique et plus cohérente du DDR et de la stabilité dans l'Est.

La dernière addition à cet arsenal est le programme de réduction de la violence communautaire (CVR, Community Violence Reduction) de la MONUSCO, lancé à l'appui du plan DDR III du gouvernement comme « une approche ascendante pour relever les défis de l'augmentation de la violence armée au niveau communautaire » (World Bank 2019, 4). Gérés par la Division du Désarmement, de la Démobilisation, du Rapatriement, de la Réintégration et de la Réinstallation (DDR/RR) de la mission de maintien de la paix de l'ONU, les projets de CVR « visent à atténuer le recrutement par des groupes armés et criminels de jeunes à risque, ainsi qu'à créer une sécurité et une stabilité accrues dans les communautés » (MONUSCO 2016, 4). Entre 2016 et 2018, soixante-trois projets CVR ont été mis en œuvre pour un coût de 6 millions de dollars US. Aucun d'entre eux n'a duré plus d'un an (UN Office of Internal Oversight Services 2018, 1 ; Muggah et O'Donnell 2015).

### 2.4. Le DDR dans une zone de conflit marquée par la pauvreté

Enfin, le contexte général dans lequel se déroulent ces initiatives disparates de DDR complique grandement leur mission. Ces initiatives sont mises en œuvre alors que les combats entre l'armée soutenue par la mission de maintien de la paix de l'ONU et une myriade de groupes armés se poursuivent. La dernière cartographie des groupes armés dénombre 122 groupes actifs dans les provinces du Tanganyika, de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu (Kivu Security Tracker 2021). L'Est de la RDC ne correspond donc certainement pas à l'étiquette post-conflit souvent utilisée mais gravement erronée (Wilén 2013, 120 ; Carayannis et Pangburn 2020, 9).

Négocier des accords et planifier le désarmement et la démobilisation dans des zones de conflit diverses et complexes est difficile. Pour compliquer les choses, les programmes de réintégration se déploient dans une situation socio-économique désastreuse qui, en soi, constitue une plainte majeure de bon nombre des groupes armés. Selon la Banque mondiale, en 2018, 72 % de la population vivait dans l'extrême pauvreté ou avec moins de 1,90 dollar par jour et 43 % des enfants souffraient de malnutrition. La croissance économique de la RDC a ralenti, passant de 5,8 % en 2018 à 4,4 % en 2019, et devrait reculer de 2,2 % en raison de la pandémie de Covid-19 (World Bank 2021a). La RDC a été classée 175 sur 189 selon l'indice de développement humain (United Nations Development Programme 2020), tandis que Transparency International (2020) classe le pays 170ème sur 180 dans son indice de perception de la corruption. La Banque Mondiale le classe 183ème sur 190 dans la facilité de faire des affaires (World Bank 2020). En effet, la Banque Mondiale a récemment retiré un premier versement de 100 millions de dollars US pour soutenir le programme d'éducation gratuite du nouveau président après qu'une enquête ait présumé des cas de fraude et de corruption dans le secteur (Kavanagh 2021 ; World Bank 2021b).

La volonté des ex-combattants de se démobiliser et de se réintégrer est naturellement « grandement influencée par la disponibilité de moyens de subsistance et d'emplois alternatifs » (Nzekani 2016, 6). Les chiffres ci-dessus, donc, non seulement donnent à réfléchir, mais soulèvent également la question au cœur du DDR : « la réintégration dans quoi ? » (McMullin 2013, 1). Où est-ce que les ex-combattants sont-ils censés aller après leur démobilisation ? Que sont-ils censés faire ? Et à quoi peuvent-ils s'attendre ? Sans surprise peut-être, dans une étude quantitative sur la réintégration à travers les Grands Lacs, la RDC a été pointée du doigt pour ses défis économiques et sociaux particulièrement importants. L'étude a conclu que « le changement sociétal plus large vers la paix et le développement, qui semble avoir servi de catalyseur à la réintégration des ex-combattants dans les autres pays de la RGL [région des Grands Lacs], est visiblement diminué dans les contextes de violence et d'insécurité locales continues dans l'Est de la RDC » (Rhea 2014, 8).

Les cycles de DDR de la RDC se composent de plusieurs stratégies, processus et fonds quelque peu enchevêtrés. Alors que le plan national de DDR devrait offrir le cadre directeur dans lequel ces processus se déroulent, dans la pratique, une série de programmes, projets et initiatives de DDR coexistent sans nécessairement suivre le même ensemble de règles et de principes. Ceux-ci ne présentent pas non plus de résultats impressionnants dans une zone de conflit actif marquée par peu d'opportunités pour la population en général ou pour les combattants des groupes armés. Malheureusement, le contexte politique dans lequel se déroule le DDR ne fait qu'ajouter à ce sombre tableau.

### 3. LA POLITIQUE AU-DELÀ DU DDR

Comme toute autre intervention dans un secteur aussi sensible que celui de la sécurité, le DDR est façonné, facilité et limité par le contexte dans lequel il se déroule. Cette section examine deux facteurs contextuels pertinents pour la démobilisation et la réintégration : la valeur politique des groupes armés, et la confiance et les dilemmes de et de sécurité.

#### 3.1. La valeur politique des groupes armés

Un défi fondamental pour le DDR est l'importance politique dont jouissent les groupes armés en RDC. Les groupes armés et une série d'élites politiques et militaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays entretiennent des relations instables, mais d'une importance cruciale, dans la poursuite conjointe et le maintien du pouvoir économique et politique à différents moments, à différents niveaux et dans différentes arènes. Dans le passé, les groupes armés ont servi de tremplin pour leurs dirigeants vers

des postes de haut niveau au sein de l'armée, du gouvernement ou de la politique nationale. Ces configurations profitaient généralement aux rebelles de haut rang, transformant les simples soldats en outils pour leur propre gain professionnel. Dans l'ensemble, la rébellion était un pari qui, le plus souvent, s'est avéré payant. Après la défaite du M23 et l'abandon de l'intégration de l'armée par les programmes de DDR, la nature de la mobilisation armée a changé sans pour autant diminuer la valeur politique des groupes armés. Bien au contraire, en l'absence de rébellions plus importantes soutenues à partir de l'étranger, « les acteurs politiques de niveau inférieur et de second rang, tels que les chefs coutumiers, les entreprises de taille moyenne et les commandants de niveau intermédiaire, en sont venus à s'engager dans un processus qualifié à juste titre de 'démocratisation de la politique militarisée' » (Vlassenroot et Verweijen 2017, 110).

Alors que ces politiques militarisées plus localisées se jouent autour de la succession, du territoire et de l'accès aux ressources et aux marchés, les politiciens provinciaux et nationaux continuent d'intervenir dans la mobilisation armée et de manipuler les conflits pour faire avancer leurs propres programmes. Les saisons électorales, par exemple, sont souvent des moments privilégiés où les politiciens en herbe s'appuient sur les groupes armés pour mobiliser les votes. En outre, les groupes armés peuvent les aider à acquérir un poids politique. Connu sous le nom de phénomène « pompier-pyromane » (Verweijen 2017), les politiciens alimentent les conflits armés pour ensuite apparaître comme les seuls capables d'en éteindre les flammes. Depuis la dissolution du M23, ces politiques militarisées à plusieurs niveaux se sont consolidées en une quelque peu contre-intuitive « instabilité stable » généralisée (Verweijen 2016 ; voir également Stearns et Vogel 2015, 2017 ; Verweijen et Iguma Wakenge 2015 ; Vlassenroot, Mudinga et Musamba 2020 ; Vogel et Musamba 2016).

La valeur politique durable des groupes armés est entretenue par le manque d'intérêt soutenu pour les conflits qui ravagent les provinces orientales du pays dans les centres de décision et de formation de l'opinion à Kinshasa – que ce soit au Parlement ou dans les médias. Du point de vue de Kinshasa, les enjeux politiques de la capitale et du niveau national éclipsent ceux de l'Est. De plus, les conflits de basse intensité de l'Est ont depuis longtemps cessé d'être une menace sérieuse pour la capitale et ses modes de gouvernance. Une fois que les anciens ennemis et rivaux ont été neutralisés ou intégrés dans les rangs politiques après le DDR I et le DDR II, certains responsables gouvernementaux ont estimé qu'il n'était plus politiquement opportun d'investir du temps et des efforts dans la réintégration. Leur objectif était atteint et l'attention s'est portée ailleurs.

Le gouvernement congolais n'est pas le seul parti qui donne la priorité à la signature d'un accord de paix plutôt qu'à la tâche laborieuse de la mise en œuvre de ses résolutions. Les partenaires internationaux peuvent également se laisser emporter par les percées dans l'instauration de la paix, pour ensuite perdre de vue le travail nécessaire à son maintien. À ce désintérêt s'ajoute l'absence de vision politique pour mettre fin à ces conflits chez les partenaires internationaux ainsi qu'à la mission de maintien de la paix des Nations Unies. En outre, un certain degré de complicité entre les donateurs et l'élite politique et économique congolaise compromet de réels progrès en matière de DDR. Alors qu'une abondance de rapports d'enquête et de recherches empiriques montrent l'ampleur et les conséquences dévastatrices de la politique de clientélisme militarisée en RDC, ceux-ci mènent rarement à plus que des plaintes paternalistes, des critiques ou des sanctions individuelles occasionnelles, mais généralement sans effet de la part des bailleurs de fonds bi- et multilatéraux. Pendant ce temps, les accords miniers opaques pour les conglomérats multinationaux dans les capitales occidentales se poursuivent, les investissements directs étrangers continuent de circuler et les comptes offshore continuent d'accueillir l'argent des élites congolaises qui maintiennent à flot le système d'irresponsabilité et d'impunité du pays (Mariage 2007 ; Perazzone 2016 ; Vogel et Stearns 2018, 702).



En bref, alors que les élites du pays continuent de bénéficier des groupes armés, le désintérêt, l'inertie et la complicité font qu'il est difficile de demander des comptes au gouvernement. Cela dit, après deux années de querelles internes entre les camps de Kabila et de Tshisekedi qui n'ont fait que contribuer à cette négligence, la récente consolidation du pouvoir de ce dernier pourrait offrir une nouvelle fenêtre d'opportunité pour attirer à nouveau l'attention sur les conflits à l'est et relancer les stratégies de démobilisation tant attendues (Boisselet 2020 ; Kivu Security Tracker 2021 ; Nzekani 2013 ; Vogel 2015 ; Vogel et Stearns 2018).

### 3.2. Dilemmes de confiance et de sécurité

Un deuxième défi majeur auquel est confronté le DDR en RDC est un manque fondamental de confiance entre le gouvernement, les groupes armés et les communautés. Le gouvernement et l'armée ont renoncé à leurs promesses aux groupes armés par le passé, notamment en ce qui concerne la démobilisation et la réintégration communautaire. En 2013 et 2014, par exemple, comme mentionné ci-dessus, la négligence de l'État envers les ex-combattants en attente de démobilisation dans la caserne de l'armée de Kotakoli a conduit au moins une centaine d'entre eux à mourir de malnutrition et de maladie (Human Rights Watch 2014). Les conditions dans les centres d'accueil restent désastreuses à ce jour (Kivu Security Tracker 2019).

En outre, certains chefs de groupes armés sont morts dans des circonstances inexplicables après avoir déposé les armes. Paul Sadala, alias Morgan, par exemple, a été abattu lors d'une altercation avec l'armée après que lui et quarante-deux combattants de la milice Mai-Mai Morgan se soient rendus à l'armée et aient été transférés hors de la brousse. Un rapport de mi-parcours du Groupe d'Experts des Nations Unies a constaté « un recours disproportionné à la force au cours de l'arrestation, à des mauvais traitements lors du transport et à des négligences dans le traitement de ses blessures ». Le rapport ajoute que sa mort « a notamment dissuadé le reste de ses partisans de se rendre », mais « pourrait aussi faire obstacle au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion dans le reste du district de l'Ituri, en ce qu'elle jette le discrédit sur la fiabilité des négociations avec les FARDC » (UN Security Council 2014, 22). Comme l'a noté le Groupe d'Experts, de tels incidents ne font que renforcer la méfiance entre les groupes armés et le gouvernement congolais. Les souffrances civiles causées par les opérations passées de l'armée, qui semblaient souvent à peine coordonnées avec les initiatives de DDR, ne font que contribuer aux doléances des communautés désespérées, que les groupes armés savent manipuler pour renflouer leurs rangs. En outre, le DDR ne peut pas - et n'est pas censé - répondre aux plaintes légitimes liés à l'insécurité perçue et au manque d'opportunités qui ont poussé de nombreux combattants à prendre les armes au départ. Tant que ces plaintes subsisteront, certains combattants refuseront de se démobiliser (Musamba 2019).

Ce profond manque de confiance est exacerbé par le fait que l'armée nationale congolaise est non seulement incapable d'assurer la sécurité générale, mais aussi en partie réticente à le faire. Pire encore, les FARDC sont connues pour s'engager dans des alliances fluides avec divers groupes armés. L'incapacité, l'inaction et les alliances douteuses de l'armée entraînent des dilemmes complexes en matière de sécurité entre les groupes armés, le gouvernement et les communautés. Qui déposera les armes en premier si chaque rival des groupes armés craint des attaques de vengeance contre lui et les communautés qu'il prétend protéger ? Dans le même temps, après avoir déposé les armes, qui sera en mesure de protéger les communautés ? Et comment les civils peuvent-ils être sûrs que les ex-combattants qui reviennent n'agissent pas sur les rancunes du passé ?

En fin de compte, comme le note Mariage (2007, 287), « les diverses formes de sécurité sont compétitives, et il y a lieu de se méfier des agendas de sécurité des autres ». La question de savoir à qui

la sécurité est accordée en priorité n'est donc pas seulement une question hautement sensible, mais aussi une question profondément politique qui exige une réponse politique. Le fait que la mission de maintien de la paix de l'ONU, le tiers parti évident pour aider à assurer la sécurité des communautés en l'absence d'une armée apolitique et compétente, s'apprête à se retirer garantira que le manque de confiance restera un défi majeur pour les futurs programmes de DDR (Baaz et Verweijen 2013a ; Perazzone 2016 ; Stearns, Verweijen, et Baaz 2013, 68 ; Vogel 2014b ; Vogel et Musamba 2016, 5 ; Vogel et Stearns 2018, 696-97).

En bref, au cours des vingt dernières années, la politique du pays s'est profondément militarisée, les groupes armés étant devenus des leviers précieux pour les chefs coutumiers, les généraux de l'armée et les entrepreneurs politiques afin de poursuivre leurs divers agendas. En partie à cause de cela, les relations entre le gouvernement, son armée, les groupes armés et les communautés sont empreintes de méfiance. En l'absence d'une armée compétente et d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies engagée, les dilemmes sécuritaires qui en résultent continueront à ralentir le travail de démobilisation et de réintégration. En outre, le DDR s'accompagne de ses propres politiques qui risquent de compromettre ses objectifs.

## 4. LA POLITIQUE DU DDR

Outre les défis contextuels fondamentaux auxquels les programmes de DDR sont confrontés, les politiques des interventions elles-mêmes compliquent encore la réussite de la démobilisation et de la réintégration. Quatre d'entre eux, en particulier, méritent d'être mentionnés : favoriser les solutions techniques aux problèmes politiques ; le butin produit par les programmes de DDR ; le manque de connaissances (locales) ; et l'incohérence programmatique, l'inconsistance et la complexité.

### 4.1 Problèmes politiques, solutions techniques

Les efforts de DDR sont naturellement confrontés à des défis techniques, qui nécessitent une attention particulière et des réponses réfléchies (Nzekani 2013 ; Perazzone 2016 ; Richards 2016). En fin de compte, cependant, ce n'est pas la technique mais la politique qui reste trop souvent sans réponse. Les décideurs, les praticiens et les universitaires ont à plusieurs reprises mis en garde contre le fait qu'« on ne peut pas 'programmer' un moyen de se sortir d'une situation sécuritaire médiocre, [d']un manque d'opportunités de gagner sa vie, et du fait que les ex-combattants reviennent ensemble et peuvent se sentir plus liés les uns aux autres qu'à leur ancienne société » (De Vries et Wiegink 2011, 47). Pourtant, alors que le gouvernement congolais a montré peu d'engagement politique au-delà des années de transition (2003-2006), les partenaires internationaux ont de plus en plus limité leurs interventions à la mise en œuvre de programmes au lieu de poursuivre leur engagement politique antérieur. Reflétant les défis des cycles électoraux, de la violence permanente, de la politique militarisée et de la mauvaise gestion des fonds évoqués plus haut, le rapport final du MDRP (2010, 3) notait que « le MDRP avait une approche technocratique et ne tenait pas suffisamment compte des dimensions politiques de la démobilisation .... Le EDRP s'est heurté à des obstacles et blocages politiques persistants et, par conséquent, a été très lent à démarrer et a finalement eu du mal à atteindre ses objectifs. » Malgré cette conclusion, peu de choses ont changé au cours des années suivantes (Mariage 2007 ; Perazzone 2016 ; Vlassenroot, Mudinga, et Musamba 2020, 840 ; Vogel et Stearns 2018).

Les analyses erronées, y compris les étiquettes post-conflit et la rhétorique de « l'État défaillant » parmi les intervenants, aggravent la tendance à revenir à des solutions techniques pour les problèmes politiques. Des hypothèses trop simplistes sur la centralité du monopole de l'État sur la violence, par

exemple, convainquent les donateurs de financer diverses missions de formation et d'équipement de l'armée congolaise qui ne font qu'alimenter les politiques de clientélisme dominantes et exacerber la nature disparate de l'armée sans renforcer son efficacité opérationnelle globale (Stearns, Verweijen et Baaz 2013 ; Thomas-Jensen et Gingerich 2010 ; Verweijen 2018). Plus généralement, dans un contexte où l'autorité publique est acquise et perdue par le biais d'un jeu complexe et intrinsèquement informel de politiques de patronage militarisées, des entrepreneurs politiques trop habitués à l'art de l'extraversion (Bayart 2000) s'empareront de grandes parties de l'aide destinée à réformer l'administration publique, à démocratiser les services de sécurité et à réintégrer les ex-combattants. En fin de compte, les luttes de pouvoir locales, nationales et régionales interconnectées de la RDC « façonnent la manière dont la gouvernance est assurée et vécue, et conditionnent ainsi le succès des interventions de sécurité comme le DDR » (Carayannis et Pangburn 2020, 709).

Pour surmonter les limites des solutions techniques, les programmes de DDR devront s'inscrire et s'enraciner dans un processus politique de haut niveau, cohérent et coordonné. Si l'Accord-cadre offre un tel processus, jusqu'à récemment, il n'a pas été en mesure de créer un climat propice à la réussite d'interventions sécuritaires telles que le DDR. Toutefois, avec la reprise d'une diplomatie régionale et internationale active par le nouveau gouvernement, les programmes de DDR pourraient connaître des circonstances plus favorables.

#### 4.2. Le butin du DDR

Dans une situation de difficultés socio-économiques extrêmes, les flux financiers auxquels sont attachés les programmes de démobilisation et de réinsertion ont produit un large éventail de bénéfices pour les chefs de groupes armés, les combattants, l'armée et les élites politiques. Les civils se font passer pour d'anciens combattants afin de bénéficier de kits de réinsertion, qui refont eux-mêmes surface sur les marchés ouverts. Les combattants démobilisés ne rejoignent les programmes de réintégration que pour recevoir un paiement en espèces, avec lequel ils remplissent les coffres de leurs groupes armés. Le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) aurait suivi des combattants fraîchement démobilisés et leur aurait volé l'aide qu'ils avaient reçue (Richards 2016). Comme déjà soulevé plus haut, la fraude, la malversation et le détournement des fonds et des actifs du DDR - des préoccupations qui vont bien au-delà des programmes de DDR - ont été généralisés.

Outre ce butin financier et matériel, il existe des récompenses de positions et de statut. En échange de la démobilisation des groupes armés, leurs chefs ont obtenu des postes de haut rang dans l'armée ou - pendant le DDR I - dans la politique nationale. Bien que l'intégration dans l'armée soit tombée en désuétude depuis au moins le DDR III, elle reste - avec la reconnaissance des grades autoproclamés - une revendication populaire des groupes armés dans leurs négociations avec l'armée et la MONUSCO. Les récents accords de cessez-le-feu avec les groupes armés leur ont donné raison, car l'intégration de l'armée semble rester au menu malgré les effets néfastes qu'elle a eus sur la cohésion et l'efficacité opérationnelle des FARDC (Lamb et al. 2012 ; Marriage 2007 ; Perazzone 2016 ; Richards 2016 ; Sharif 2018 ; Stearns, Verweijen, et Baaz 2013, 65-66 ; Vogel 2013 ; Vogel et Musamba 2016).

La conférence de Goma de 2008 et le processus de paix d'Amani qui a suivi sont peut-être ceux qui illustrent le mieux les effets pervers de l'économie du DDR. En janvier 2008, un mois après la défaite de l'armée congolaise et de ses groupes armés alliés contre le CNDP, une conférence sur la paix, la sécurité et le développement pour le Nord et le Sud-Kivu s'est tenue à Goma. Elle s'est conclue par un accord de cessez-le-feu signé entre le gouvernement congolais et vingt-deux groupes armés qui ont déclaré leur volonté de se démobiliser et de s'intégrer dans l'armée.

Alors que la conférence offrait aux communautés, aux chefs et aux groupes armés une plateforme relativement ouverte et sûre pour exprimer leurs doléances, quelques participants ont saisi l'occasion pour profiter des avantages liés à la participation à l'événement. Deux représentants des Raïa Mutomboki, par exemple, ont signé l'acte d'engagement de la conférence sans avoir l'aval de la direction du groupe armé. Si leurs signatures n'avaient aucune autorité, leurs indemnités journalières n'en valaient pas moins la peine. Le cas des Maï-Maï Shikito est encore plus grave. Richard Mukulumanya, a créé ce groupe spécifiquement pour bénéficier du processus. Après la conférence, cependant, il s'est transformé en un groupe armé à part entière qui prétendait lutter contre le CNDP soutenu par le Rwanda tout en s'attaquant aux communautés qu'il prétendait protéger. Après la démobilisation du CNDP et son intégration massive dans l'armée en mars 2009, Mukulumanya a lui-même intégré les FARDC en tant que colonel, bénéficiant ainsi une deuxième fois du programme Amani (Stearns 2012, 32-38 ; Stearns, Verweijen, et Baaz 2013, 11-12 ; Vogel 2013, 2014a, 2014b).

Il n'est donc pas étonnant que de nombreuses communautés en soient venues à percevoir les programmes de DDR comme une récompense pour ceux qui s'engagent dans les conflits armés. En effet, ces programmes peuvent avoir « contribué au développement d'une économie locale de mobilisation armée et d'un cycle de recyclage constant des combattants à des fins de gain économique » (Vlassenroot, Mudinga et Musamba 2020, 844).

### 4.3. Manque de connaissances (locales)

Alors que le EDRP aurait établi une base de données de plus de 150 000 entretiens réalisés avec des combattants entrés dans le processus de DDR<sup>3</sup>, peu de recherches qualitatives indépendantes sur la démobilisation et la réintégration ont été réalisées au cours des deux premiers cycles de DDR en RDC. Comme l'indique l'évaluation finale de l'EDRP (2012, 13), « bien que le SIG [système d'information de gestion] ait permis à l'EDRP de disposer d'informations complètes sur le programme au niveau des bénéficiaires, peu d'études empiriques ont été entreprises ». En effet, ce n'est que fin 2010, vers la fin du programme DDR II, que le programme de TDRP de la Banque Mondiale a commandité des études, notamment sur le succès de l'intégration, sur les groupes vulnérables et sur les communautés d'accueil. En outre, les efforts de DDR n'ont trop souvent pas suffisamment consulté les personnes les plus touchées par la mobilisation armée, la démobilisation et la réintégration, qu'il s'agisse de membres de la société civile, de chefs de communautés, de chefs coutumiers, de groupes de défense des droits des femmes et des enfants ou d'anciens combattants intégrés avec succès (Perazzone 2016 ; Sharif 2018, 12).

Ce manque de recherche et de consultation a eu deux conséquences regrettables. D'une part, les personnes qui se sont senties mises à l'écart ont eu tendance à ne pas se sentir concernées et n'ont donc pas pris en charge les programmes de DDR. Or, la réintégration communautaire ne peut jamais fonctionner sans la participation active des chefs coutumiers, des groupes de défense des droits et des organisations de terrain (Edmond, Mills et McNamee 2009 ; Van Lierde et al. 2021). D'autre part, le manque de recherche et de consultation a conduit les décideurs et les praticiens à passer à côté des diverses expériences et des innombrables nuances des différents aspects de la démobilisation et de la réintégration. Il serait probablement impossible pour une stratégie globale de DDR de tout saisir. Néanmoins, peindre les diverses expériences avec un pinceau trop large a des conséquences (De Vries et Wiegink 2011 ; Mariage 2007 ; Richards 2016).

<sup>3</sup> Communication avec le personnel de la Banque Mondiale impliqué dans les trois cycles de DDR de la RDC, 12 avril 2021..

En conséquence, un bon nombre d'ex-combattants ont été victimes d'une série d'hypothèses erronées. Au départ, par exemple, ils étaient trop souvent compris comme un groupe homogène ayant des expériences, des intérêts et des espoirs similaires pour l'avenir (De Vries et Wiegink 2011 ; Özerdem et Podder 2011 ; Sharif 2018,14). En outre, leur passé violent était considéré comme une menace potentielle pour la société (World Bank 2002, 19). Il est sans doute vrai que « vivre par les armes » (Debos 2011) s'accompagne de son propre ensemble de règles et de valeurs qui ne se traduisent pas toujours facilement dans la vie civile (Vlassenroot, Mudinga et Musamba 2020, p. 834 ; Vogel et Stearns 2018). Cependant, des recherches récentes, ainsi que les quelques cas plus réussis de réintégration en RDC, ont montré que le comportement violent passé ne détermine pas les actions futures (De Vries et Wiegink 2011, 38, 45 ; Kölln 2011, 6 ; Muggah et O'Donnell 2015, 6 ; Tegenbos et Vlassenroot 2018, 15-19).

De plus, afin d'effacer quelque peu le passé violent des ex-combattants, il a été jugé crucial de briser le commandement et le contrôle des groupes armés ainsi que leurs réseaux violents, notamment en s'assurant que les ex-combattants retournent dans leurs familles (World Bank 2002, 19). Ce que signifiait le retour à la maison pour les ex-combattants n'a pas été pris en compte, non plus le fait que certains d'entre eux n'avaient peut-être pas envie de rentrer chez eux, car ils avaient honte, se sentaient indésirables ou même en danger. La mise à l'écart de ces dimensions sociales et psychologiques de la réintégration au profit d'une approche économique et individualiste bien plus limitée dans les cycles de DDR de la RDC a été largement critiquée. Et, bien que préférant cette dernière approche, les cycles DDR I et II ont eu du mal à répondre aux préférences professionnelles des ex-combattants ou à s'appuyer sur leurs compétences existantes (Carayannis et Pangburn 2020 ; Kölln 2011, 6 ; Musamba 2019 ; Nzekani 2013, 3 ; Perazzone 2016 ; Van Lierde et al. 2021, 77 ; Vogel et Musamba 2016).

En bref, l'insuffisance de la recherche et de la consultation avant et pendant la mise en œuvre des programmes de DDR a conduit à un manque de connaissances empiriques et locales axées sur le terrain concernant les subtilités et les nuances de la démobilisation et de la réintégration, ses aspects sociaux et psychologiques, ainsi que les capacités et les perceptions des combattants et des communautés. Davantage de recherches et de consultations pourraient aider à affiner les futurs programmes de réintégration, augmentant ainsi leur performance et réduisant la frustration des ex-combattants.

#### 4.4. Manque de coordination, de cohérence et de constance

En plus de ne pas être suffisamment ancrés dans les connaissances locales, les cycles de DDR de la RDC ont également été marqués par de l'incohérence, de l'inconsistance et de la complicité. Répartis entre plusieurs programmes beaucoup plus importants et intégrés dans des agendas qui ne sont pas toujours faciles à aligner, la nature enchevêtrée du DDR rend ses processus et ses initiatives sujets à de l'incohérence programmatique. Le fait que la réintégration ne soit pas toujours comprise de la même manière par ses différents programmes n'aide certainement pas, ce qui entraîne non seulement une incohérence conceptuelle mais aussi des priorités et des indicateurs de réussite différents.

La multitude de projets de DDR proposés par les agences gouvernementales et onusiennes, ainsi que par les ONG, conduit les combattants à évaluer les différents ensembles proposés pour rechercher celui qui leur convient le mieux. Ce « forum shopping » (Von Benda-Beckmann 1981) introduit des logiques de marché contre-productives dans la programmation du DDR. Dans un effort d'atteindre leurs propres objectifs, les responsables de la mise en œuvre du DDR peuvent finir par se faire concurrence plutôt que de coopérer, tandis que les différents processus de réintégration ne deviennent que des options supplémentaires dans le va-et-vient de nombreux ex-combattants entre la vie armée et la vie civile (Vlassenroot, Mudinga, and Musamba 2020; World Bank 2019, 7–8; World Bank, UN Peacekeeping Operations, and Social Science Research Council 2018, 3).



Des problèmes de coordination et de cohérence surviennent également au sein d'un même programme et peuvent conduire à des occasions manquées. Un examen de la construction de la paix locale fournit l'exemple suivant. À Kigoma, dans le territoire d'Uvira au Sud-Kivu, un projet financé par l'ISSSS a travaillé à la démobilisation d'environ soixante-dix combattants. Au même moment, une autre organisation alignée avec l'ISSSS recherchait de la main-d'œuvre pour réhabiliter une route dans la région. Ne sachant pas que les combattants venaient d'être démobilisés, elle a fini par recruter des jeunes de Sange, laissant les démobilisés sans opportunités (Van Lierde et al. 2021, 78). Une évaluation récente du DDR de la MONUSCO a souligné l'importance de la cohérence et de la coordination des programmes afin « d'atténuer le risque d'une planification inefficace, d'une duplication inutile des efforts et des ressources, et [d'une] approche fragmentée de la mise en œuvre des activités programmatiques » (UN Office of Internal Oversight Services 2019, 3; see also Boshoff 2010; Boshoff et al. 2010; Clement 2009; Lamb 2012, 37; Perazzone 2016, 263).

La programmation du DDR est également affectée par un degré d'incohérence parfois dangereux. Les cas les plus graves sont les opérations militaires conjointes FARDC-MONUSCO telles que les campagnes Kimia II de 2009 et Amani Leo de 2010-2012 contre les FDLR, qui ont non seulement occasionné un bilan civil sévère mais ont également déclenché des cycles vicieux d'insécurité et des violents règlements de comptes, qui ont à leur tour facilité la mobilisation des groupes armés. En effet, ces campagnes ont conduit à la renaissance de la franchise Raïa Mutomboki, dont les différentes branches ont fait des ravages dans les deux provinces du Kivu au cours des années suivantes. Il n'est pas surprenant que de telles campagnes militaires anéantissent toute confiance résiduelle entre le gouvernement congolais et les communautés, créent des dilemmes en matière de sécurité et font de la démobilisation et de la réintégration un défi presque insurmontable. Il est donc essentiel d'aligner fermement les opérations de l'armée sur les programmes de DDR (Stearns, Verweijen et Baaz 2013, 19-20).

En résumé, les interventions de DDR sont non seulement confrontées à des défis de taille, enracinés dans la politique militarisée générale de la RDC, mais elles sont également embourbées dans leur propre politique. Elles évitent trop souvent de s'engager au niveau politique. Elles produisent un ensemble de bénéfices économiques auxquels il est difficile de résister et ne sont pas ancrées dans la connaissance du savoir local. Enfin, l'incohérence et les discordances de la programmation menacent de saper et d'anéantir le dur labeur nécessaire à la réussite du DDR.

En prenant un peu de recul, le DDR en RDC apparaît comme étant à la fois cyclique par nature et fortement influencé par le contexte dans lequel il intervient. Si chaque cycle prend de l'élan une fois que les principaux obstacles contextuels sont (temporairement) éliminés, il est également façonné, et trop souvent affaibli ou contourné, par des événements qui échappent à son contrôle. Le DDR I a commencé sérieusement après la signature d'un accord de paix majeur mettant fin à la Deuxième Guerre du Congo. Le DDR II a suivi les premières élections libres et pacifiques de 2006 et le remplacement de la CONADER. L'accord du 23 mars et l'intégration de l'armée du CNDP ont été signés dans la foulée d'un pacte vraisemblablement mutuellement bénéfique avec le Rwanda voisin, qui a conduit au programme Amani. Le DDR III a été facilité par la signature de l'Accord-cadre, tandis que son approche plus militariste et son abandon de l'intégration de l'armée sont le résultat des leçons tirées du CNDP et de la défaite du M23 sur le champ de bataille. Enfin, le DDRC a suivi la première passation pacifique de pouvoir, bien que discutable. Ces initiatives ont toutefois été considérablement entravées par la politique militarisée de la RDC, les conflits violents en cours, les campagnes militaires malavisées et un manque de confiance flagrant entre le gouvernement, les communautés et les ex-combattants. Pourtant, malgré toutes les difficultés, certaines réussites méritent d'être reconnues.

## 5. LES INGRÉDIENTS D'UNE FORMULE GAGNANTE ?

Compte tenu des circonstances extrêmement difficiles, il est remarquable qu'au cours des deux premiers cycles, 210 000 combattants soient passés par le processus de DDR de la RDC. De ce nombre, 88 000 ont rejoint l'armée tandis que près de 110 000 adultes et 31 000 enfants ont été démobilisés et ont reçu des paquets de réintégration (IEG 2013, 3). Bien que nous ne sachions pas combien d'entre eux ont été remobilisés, il est clair que malgré les lacunes, certaines choses ont fonctionné. En examinant le cas de l'Ituri puis de la réintégration communautaire, cette section vise à dégager quelques éléments spécifiques et remarquables qui ont contribué aux modestes réussites.

### 5.1. Les leçons du DDR en Ituri : DCR et FRPI

Les programmes de DDR en Ituri se sont déroulés parallèlement à ceux des Kivus. L'Ituri a été le théâtre de l'un des conflits les plus meurtriers de la Deuxième Guerre du Congo (1998-1999) qui, manipulé par des intérêts ougandais et rwandais et s'appuyant sur des revendications de longue date concernant la terre et l'identité, a opposé la communauté pastorale Hema à la communauté agricole Lendu. Le conflit a causé 55 000 morts, déplacé plus d'un demi-million de civils en un peu plus de quatre ans (1999-2003) et déclenché le lancement de la première force de maintien de la paix de l'Union Européenne, baptisée Artemis, à l'été 2003. En mai 2004, les groupes armés du Front Nationaliste et Intégrationniste (FNI) des Lendu et le FRPI, les groupes armés dissidents de l'Union des Patriotes Congolais (UPC) des Hema (UPC-Kisembo ; UPC-Lubanga ; le Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo, ou PUSIC ; et les Forces Armées du Peuple Congolais, ou FAPC), et le gouvernement congolais ont signé un acte d'engagement à Kinshasa. Cela a ouvert la voie au premier programme de DDR de la RDC, le programme DRC dirigé par la MONUSCO mentionné ci-dessus. Le conflit violent a néanmoins perduré et, alimenté par d'anciens et de nouveaux protagonistes, a de nouveau augmenté ces dernières années (Human Rights Watch 2003 ; International Crisis Group 2004, 2020 ; Sungura, van Soest, et Kitong 2019 ; Tamm 2013a, 2013b ; Vlassenroot et Raeymaekers 2004). Malgré la poursuite de la violence, cette sous-partie évaluera le processus de paix du FRPI et du DCR afin d'en tirer des leçons pour les futurs programmes de DDR.

#### *DCR*

Bien qu'elle ait démobilisé environ 25 000 combattants entre 2004 et 2007 et contribué à une pacification de courte durée de la province, la Démobilisation et la Réinsertion Communautaire (DCR) n'a pas réussi à ouvrir la voie à une paix durable sans groupes armés (Bouta 2005 ; Kasongo et Sebahara 2006, 2 ; Mariage 2007 ; Nzekani 2013 ; Vlassenroot, Mudinga et Musamba 2020, 843). Le recul, cependant, peut éclipser les victoires du moment. Deux éléments essentiels au succès sporadiques de la DCR méritent d'être mentionnés.

Premièrement, la DCR s'inscrivait dans un processus politique beaucoup plus large qui a finalement abouti à la signature de l'acte d'engagement. Ce processus a été soutenu non seulement par le gouvernement congolais mais aussi par l'influent conseil international de suivi et de coordination, le Conseil International de Transition (CIAT), composé des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, de l'Union Européenne et de la MONUSCO. Le CIAT a garanti un niveau d'engagement élevé, des messages politiques homogènes et une programmation cohérente des initiatives soutenant le processus de paix en Ituri, et a maintenu la pression sur le gouvernement congolais. Ce cadre a permis une négociation crédible et ouverte aux demandes des groupes armés de l'Ituri, dont certaines ont

été rejetées, d'autres adaptées, d'autres acceptées et d'autres laissées en suspens. Bien que ces accords aient fini par être rompus, l'importance de la création d'un cadre crédible et de haut niveau à travers lequel des négociations ouvertes et honnêtes sur les arrangements futurs pouvaient se tenir a conféré au processus crédibilité et responsabilité.

Deuxièmement, le cadre était suffisamment solide pour faire respecter les engagements. Le gouvernement congolais a fini par arrêter les chefs de groupes armés récalcitrants, dont Thomas Lubanga, qui a été extradé vers la Cour Pénale Internationale, tandis que les FARDC, ainsi que la brigade Ituri de la MONUSCO ont engagé à plusieurs reprises des groupes armés résistants (International Crisis Group 2004).

En un mot, la DCR a été un élément central d'un processus politique global qui a su rallier toutes les parties importantes autour d'une même table. C'est dans ces circonstances que les programmes de DDR peuvent être les plus efficaces. Cela dit, si une stratégie coordonnée de la carotte et du bâton peut pousser les combattants à se démobiliser, elle ne peut pas contribuer à une réintégration durable. En effet, sur ce plan, la DCR a failli. Alors que le programme se concentrait sur la réinsertion, seuls quelques combattants semblaient s'être réintégrés dans la vie civile – beaucoup en tant que travailleur dans les mines d'or - tandis que d'autres retournaient dans la brousse ou étaient remobilisés dans les combats en cours (Mariage 2007).

### *FRPI*

Une deuxième étude de cas en Ituri concerne le FRPI. Créé en 2002 à partir de groupes d'autodéfense Lendu Ngiti dans le sud d'Irumu, il reste le seul groupe armé encore actif dont l'origine remonte à la Deuxième Guerre du Congo. Sa résistance à la démobilisation en 2004 a été suivie d'une intégration partielle dans l'armée à la fin 2007. Les éléments restants du FRPI se sont toutefois regroupés autour d'un nouveau chef. Une série de tentatives de démobilisation et de campagnes militaires ratées s'en est suivie jusqu'à ce que, en 2017, un nouveau processus de paix soit lancé pour convaincre à nouveau le FRPI de se démobiliser. Le processus de paix du FRPI a conduit au cantonnement de plus de 1 000 combattants en août 2019 et à la signature d'un accord de paix avec le gouvernement congolais en février 2020. La paix n'a pas duré très longtemps. En septembre de la même année, les combats entre le FRPI et l'armée ont à nouveau éclaté et les tentatives ultérieures de relance du processus ont échoué (Bouvy et al. 2021 ; Hoffmann, Vlassenroot et Büscher 2018 ; Tamm 2013a).

Bien qu'il soit actuellement en péril, le processus de paix du FRPI illustre l'importance du DDR par le bas. Le dialogue a été initié par une ONG congolaise appelée Appui à la Communication Interculturelle et Auto-Promotion Rurale (ACIAR), dans le cadre d'un consortium de consolidation de la paix financé par l'ISSSS, afin de réduire les tensions intercommunautaires par le biais d'un dialogue inclusif dans le Sud Irumu. Malgré le scepticisme initial des communautés Hema et Lendu, des FARDC et de la MONUSCO, les dialogues persistants initiés au niveau communautaire ont progressivement pris de l'ampleur et ont finalement réussi à convaincre les décideurs provinciaux et nationaux d'adhérer au processus.

Un article rédigé par cinq auteurs impliqués dans le processus attribue ce succès au travail minutieux et dirigé avec l'appui de la communauté (Bouvy et al. 2021). Le projet a commencé par des recherches et de vastes consultations communautaires, non seulement pour ancrer les programmes suivants dans les connaissances locales, mais aussi pour instaurer la confiance, la légitimité et la responsabilité. Les comités de paix ont tenu les communautés informées et engagées tout au long du processus. À mesure que le projet progressait, l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS) de la MONUSCO et le STAREC ont facilité le contact avec les autorités de rang supérieur. Fin 2017, quelques mois seulement après le début du projet, le soutien de toutes les parties prenantes concernés était assuré et l'ACIAR a été



mandatée d'entamer les négociations avec le FRPI. Si les incertitudes liées au report des élections et à l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement ont ralenti cette progression, elles n'ont pas empêché l'accord de paix d'être finalement signé.

Le processus de paix avec le FRPI montre comment un investissement dans un dialogue de confiance, associé à un engagement coordonné en faveur d'une démarche par le bas et locale, peut conduire à des avancées politiques rapides, ouvrant ainsi la voie au DDR. Pourtant, aujourd'hui, ce processus est compromis. Une raison quelque peu tragique de cette incertitude est la priorité du nouveau gouvernement. D'une part, le gouvernement favorise une approche nationale du DDR sous la forme du DDRC et est donc réticent à accepter des accords individuels avec des groupes armés de peur de créer de dangereux précédents, en particulier s'ils incluent l'intégration dans l'armée, comme dans l'accord avec le FRPI. D'autre part, le fait que ce processus de paix ait été négocié par le gouvernement précédent, dont les acteurs sont considérés avec beaucoup de suspicion, n'a peut-être pas aidé. Enfin, le processus de paix n'a peut-être pas laissé suffisamment de temps pour discuter ouvertement des attentes et définir plus en détail la manière dont le DDR devait se dérouler. Cela a entraîné des retards dans sa mise en œuvre, ce qui a provoqué des déceptions et des frustrations qui ont lentement érodé la confiance durement gagnée (Bouvy et al. 2021 ; Finnbakk 2019 ; voir également Nzekani 2013, 5).

Cela dit, le processus de paix du FRPI est tout autant un exemple de la nature fragmentée et politique du DDR en RDC. Son démarrage en 2017 a précédé la présidence de Tshisekedi et a ensuite continué à se dérouler apparemment en parallèle avec son propre plan de DDR. En outre, si le président a publiquement soutenu le processus lors de sa visite à Bunia en juin 2019, le fait que le STAREC, une organisation considérée comme trop proche de Kabila, ait joué un rôle aussi important pourrait bien en avoir fait un sujet politiquement difficile. Les plans de la nouvelle administration visant à abolir le STAREC vont certainement dans ce sens.

En résumé, les forces du processus de paix DCR et FRPI de l'Ituri se seraient plutôt bien complétées. Le cadre solide soutenu par la communauté internationale et la réponse ferme contre les auteurs de troubles du premier, associés à l'approche par le bas de la confiance communautaire du second, pourraient être des ingrédients importants d'une formule gagnante pour les futures initiatives de DDR. Cela dit, l'Ituri a connu peu de succès, voire aucun, en termes de réintégration. La section suivante se penchera sur ce maillon le plus important du DDR.

## 5.2. La réintégration associative : Connexions, réseaux et relations

Bien que les trois premiers cycles de DDR en RDC n'aient pas donné lieu à de nombreuses réussites en matière de réintégration, certaines évaluations et recherches complémentaires soulignent les points forts de ce que j'appelle la réintégration associative, c'est-à-dire un processus axé sur la promotion des liens entre les ex-combattants, ainsi qu'entre eux et les membres de la communauté, accompagné par la promotion des idées d'un chez soi, de solidarité et un sentiment d'appartenance.

Outre les kits de réinsertion, la formation professionnelle était un élément central des programmes de réintégration au cours des cycles de DDR en RDC. Le EDRP proposait des formations en agriculture, pêche, couture, menuiserie, maçonnerie et autres activités génératrices de revenus. Une évaluation indépendante a estimé que 30 000 ex-combattants ont bénéficié de ces activités (Independent Evaluation Group 2013, 6). Pourtant, de nombreuses recherches mettent en évidence l'adéquation discutable de ces programmes de formation centrés sur l'individu dans l'économie sociale de l'est de la RDC et leur désirabilité parmi les ex-combattants (Carayannis et Pangburn 2020 ; Perazzone 2016 ; Vogel et Musamba 2016). En effet, le EDRP, par exemple, n'a apporté que peu ou pas de soutien aux professions les plus recherchées, telles que les services de taxi et l'exploitation minière artisanale. Le DDR III proposait des formations en agriculture, en mécanique automobile et en menuiserie,

ainsi qu'en alphabétisation, en gestion financière et en entrepreneuriat. Cependant, une enquête (méthodologiquement discutable) sur les ex-combattants a suggéré que seuls 8,4 % « travaillaient dans le secteur de leur orientation professionnelle et que 91,6 % [travaillaient] dans des emplois non liés ou étaient toujours au chômage » (World Bank 2020, 10).

En outre, si un bon nombre d'ex-combattants ont trouvé le chemin d'une activité économique, que ce soit dans l'exploitation minière artisanale, les services de taxi, la sécurité privée ou le commerce transfrontalier florissant et partiellement illicite entre le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et la RDC (Lamb et al. 2012, 14-23), il est difficile de savoir combien d'entre eux sont passés par l'un des cycles de DDR ou se sont auto-réintégrés. En effet, de nombreux ex-combattants se sont démobilisés et réintégrés sans participer à un programme officiel de DDR ou se sont démobilisés par le biais d'initiatives ad hoc menées de manière entièrement autonome par des réseaux locaux (Kivu Security Tracker 2021 ; Van Lierde et al. 2021, 74-76). Ce qui est frappant dans les récits des ex-combattants réintégrés est leur ingéniosité, leur créativité et leur détermination à rechercher des moyens de subsistance durables, avec ou sans aide extérieure. Certains ont vendu leurs kits de réinsertion pour investir dans le métier de leur choix. D'autres ont formé des partenariats commerciaux avec d'anciens frères et sœurs d'armes pour souscrire des prêts abordables et répartir les risques. D'autres encore ont réactivé des compétences antérieures et repris d'anciennes professions (Lamb et al. 2012). Quoi qu'ils fassent, ceux qui ont réussi ne l'ont jamais fait par eux-mêmes.

Il n'est donc peut-être pas surprenant que les associations socio-économiques apparaissent dans la littérature comme un élément clé de la réussite de la réintégration socio-économique. Au cours de son deuxième cycle, les programmes de réintégration, en grande partie financés par le Projet d'Appui à la Réintégration Socio-Economique Post-Conflict (PARSEC) de la Banque Africaine de Développement, ont permis de créer et de soutenir 821 associations socio-économiques. D'autres, comme l'association de vélos-taxis Toлека en Équateur, ont été lancées à l'initiative des ex-combattants eux-mêmes (Carayannis et Pangburn 2020). Une étude financée par le TDRP a souligné « le rôle positif joué par ces associations en termes de reconstruction du capital social, ainsi que du capital économique, facilitant à la fois réintégration économique et sociale » (Conoir 2012, 18). Dans certaines associations économiques, des ex-combattants issus de différentes communautés ethniques et de différents groupes armés semblaient travailler côte à côte, dépassant les clivages du passé grâce à un objectif commun. Le soutien du DRC RRP au DDR III a également placé les associations économiques au cœur de sa stratégie de réintégration. Les ex-combattants ont été formés à la gestion des petites entreprises et à la gestion financière, et un soutien a été apporté à la création d'associations dans le domaine de l'agriculture - un domaine que le DDRC prévoit également de privilégier (DDRC 2020 ; World Bank 2020, 11). De plus, des études universitaires ont souligné les capacités de transformation que les associations sociales et économiques peuvent avoir dans la vie des ex-combattants ainsi que dans les communautés dans lesquelles ils retournent. Qu'il s'agisse d'opportunités génératrices de revenus, d'un système de soutien social, de la protection des droits, ou d'un sentiment d'appartenance et de reconnaissance, ces associations fonctionnent non seulement comme un « pont vers la vie civile » (Carayannis et Pangburn 2020, 11), mais offrent également un sentiment d'appartenance (De Vries et Wiegink 2011 ; Friðriksdóttir 2018 ; Kivu Security Tracker 2021 ; Kaplan et Nussio 2015 ; Muggah et O'Donnell 2015 ; Rhea 2014 ; Richards 2016 ; Sharif 2018, 13 ; Tegenbos et Vlassenroot 2018, 19 ; Van Lierde et al. 2021, 74-76).

Compte tenu de la valeur des associations économiques, à la fois promotrices d'activités génératrices de revenus et de réseaux de soutien social, les programmes de réintégration pourraient peut-être revoir leurs approches. Il est important de favoriser et de soutenir les connexions, les réseaux et les associations qui amènent la communauté et les ex-combattants à entretenir des relations de collaboration. L'investissement dans la microfinance et l'offre de services bancaires abordables, tels

que les comptes d'épargne, peuvent contribuer à soutenir les initiatives d'ex-combattants et des communautés sans limiter leurs choix ou bloquer leurs voies préférées, facilitant ainsi la réussite de leur réintégration socio-économique.

Ce que signifie exactement le chez soi pour les ex-combattants congolais demeure peu étudié. Des études récentes ont mis l'accent sur la grande incertitude des milieux touchés par les conflits, sur les relations de pouvoir fluides qui leur sont inhérentes et sur la nécessité d'être et de rester mobile, car les gens naviguent entre les options et les espaces, toujours prêts à saisir les opportunités qui se présentent. En outre, le milieu dans lequel les ex-combattants s'intègrent peut avoir changé autant qu'ils ont eux-mêmes changé. Les programmes de réintégration doivent donc accepter le fait qu'il y aura toujours un risque que, dans l'économie militarisée de l'est de la RDC, les jeunes démobilisés en particulier mais désillusionnés, circuleront d'un nouvel espace mal adapté de retour vers un groupe armé. Cela a conduit certains à se demander si la réintégration est le meilleur terme pour décrire le processus de retour des ex-combattants, préférant plutôt le retour à la maison ou le retour circulaire. Quoi qu'il en soit, des recherches supplémentaires sur ces phénomènes et leurs impacts sur le DDR en RDC sont nécessaires pour mieux comprendre comment aider les ex-combattants et les communautés à construire de nouvelles associations et espaces d'appartenance (Carayannis et Pangburn 2020 ; De Vries et Wiegink 2011 ; Lamb et al. 2012, 14 ; Muggah et O'Donnell 2015 ; Rhea 2014 ; Sharif 2018 ; Tegenbos et Vlassenroot 2018, 19 ; Vlassenroot, Mudinga, Musamba 2020 ; Vogel et Musamba 2016).

En résumé, les expériences de DDR en RDC laissent entrevoir certains ingrédients d'une formule potentiellement gagnante. Il s'agit notamment d'une approche du DDR centrée sur la communauté, au cœur de laquelle prime le dialogue et la confiance ; un programme cohérent d'engagement politique au plus haut niveau soutenu par les partenaires internationaux ; la détermination à adapter une réponse ferme, mais politiquement alignée, contre les détracteurs ; de l'investissement dans la réintégration associative qui donne aux ex-combattants les moyens de prendre leurs propres décisions et promeut des relations, des réseaux et des associations diversifiés comme base d'un nouveau sentiment d'appartenance ; et, enfin, de commander des projets de recherches supplémentaires sur tous ces processus qui façonnent le monde des ex-combattants - de la réintégration et du retour au foyer, à la mobilité.

## 6. CONCLUSIONS

Le contexte en constante évolution dans lequel se déroule le DDR en RDC est à la fois son principal atout et son principal défi. Aujourd'hui, il se trouve une fois de plus à un moment critique. Alors que de nouveaux plans autour de la démobilisation et de la réintégration communautaire sont en cours d'élaboration entre le gouvernement congolais et ses partenaires internationaux, la récente consolidation du pouvoir du président pourrait fournir une occasion longtemps attendue pour pousser ces efforts dans la bonne direction.

Comme ce rapport vise à montrer, les expériences de DDR en RDC laissent entrevoir certains ingrédients d'une formule potentiellement gagnante à travers une approche communautaire du DDR, un programme cohérent d'engagements politiques soutenu par des moyens coercitifs, et un investissement dans la réintégration associative. Enfin, la formulation d'une politique fondée sur des preuves nécessiterait de commanditer des recherches supplémentaires sur la réintégration, le retour, le chez-soi et la mobilité.

Les stratégies et programmes qui soutiendront le quatrième cycle de DDR en RDC donnent des raisons d'espérer à cet égard. Les Normes Intégrées de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (IDDRS) révisées de l'ONU soulignent le potentiel du DDR dans la recherche de solutions politiques.

La Stratégie 2020 pour la Consolidation de la Paix et la Prévention et le Règlement des Conflits dans la région des Grands Lacs donne la priorité aux processus politiques inclusifs et à la coopération transfrontalière, le DDR occupant une place de choix dans ces deux domaines. Enfin, le Plan Global d'Appui à la Réintégration (GPRS) de la Banque Mondiale souligne l'importance de la recherche et de la gestion des connaissances (UN Disarmament, Demobilization and Reintegration Resource Center, n.d. ; UN Security Council 2020b ; World Bank, UN Peacekeeping Operations, and Social Science Research Council 2018).

Cependant, un dilemme central subsiste : trouver un équilibre entre les risques d'extension conceptuelle et la pratique du DDR et la nécessité toujours plus grande, dans un contexte de violence permanente qui évolue rapidement, de connecter et d'associer la réintégration communautaire à des programmes et des agendas de sécurité et de développement beaucoup plus vastes. En d'autres termes, comment transformer le maillon le plus faible et pourtant le plus important du DDR, qui ne peut réussir à lui seul, en son élément le plus fort ? Ce dilemme soulève des questions supplémentaires et difficiles auxquelles les décideurs politiques en RDC et au-delà devront réfléchir pour que ce cycle de DDR soit plus réussi que les précédents. Afin de stimuler un débat plus approfondi et une recherche opérationnelle, trois d'entre elles sont énumérées ci-dessous :

- Les opérations militaires en cours restent une menace pour le DDR, car elles ont tendance à alimenter les cycles vicieux de la violence en RDC. Est-il crédible, cependant, que les partenaires internationaux de la RDC encouragent la formulation nationale d'une politique militaire cohérente à l'appui des engagements de DDR au moment même où la mission de maintien de la paix de l'ONU prépare son retrait progressif ?
- Une réintégration réussie repose en fin de compte sur une base sociale solide capable d'offrir aux ex-combattants et aux communautés un sentiment d'utilité et d'appartenance. Comment transformer les programmes de réintégration pour soutenir plus adéquatement la construction de ponts vers la vie civile face aux réalités et besoins socio-économiques de la RDC, et sans produire de bénéfices économiques pour des hommes forts malhonnêtes ?
- Enfin, la politique de patronage militarisée de la RDC pourrait bien être le sujet qui mérite d'être discuté en profondeur. Comment les partenaires internationaux du pays peuvent-ils se mobiliser pour s'attaquer aux aspects qui soutiennent cette politique militarisée mais qui échappent au contrôle du gouvernement congolais, à savoir le domaine de la fiscalité internationale et de la finance offshore ?

En fin de compte, comme le montre ce document et comme l'illustrent les trois questions ci-dessus, les processus de DDR et la réintégration en particulier ne peuvent être déconnectés du contexte local, national, régional et même mondial dans lequel ils se déroulent. Un engagement soutenu et une patience durable sont donc essentiels. En d'autres termes, et pour conclure, alors que le gouvernement congolais, ses partenaires, l'ONU et la Banque Mondiale se lancent dans le quatrième cycle de DDR de la RDC, ils devraient être prêts à prendre une profonde - et longue - respiration.

## BIBLIOGRAPHIE NON SYSTÉMATIQUE SUR LE DDR EN RDC

Cette bibliographie n'est pas systématique. Trois bases de données - Web of Science, Google Scholar et Semantic Scholar - ont été consultées de manière superficielle à la recherche de termes clés et de leurs combinaisons ("réintégration", "DDR", "Congo"). Les résultats n'ont pas été systématiquement collectés, ni méthodiquement évalués quant à leur pertinence et à leur exploitation. La grande majorité des titres ci-dessous ont été collectés par la méthode de la « boule de neige ». Au cours du processus de rédaction, la liste a été complétée par d'autres ouvrages ne portant pas nécessairement sur le DDR ou la réintégration, mais éminemment pertinents. La bibliographie non systématique qui en résulte présente des études universitaires, de la littérature grise et politique, y compris des évaluations indépendantes, des blogs et du journalisme, ainsi que des documents d'institutions gouvernementales et multilatérales. Elle est organisée selon les trois catégories suivantes.

### Recherche Académique

- Allen, Tristan M. 2011. "United Nations Led Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) in the Eastern Democratic Republic of Congo." Master's thesis, Naval Postgraduate School.
- Ansorg, Nadine, and Julia Strasheim. 2019. "Veto Players in Post-Conflict DDR Programs: Evidence from Nepal and the DRC." *Journal of Intervention and Statebuilding* 13, no. 1: 112–30. <https://doi.org/10.1080/17502977.2018.1501981>.
- Ayissi, Anatole. 2021. "Three Decades of Disarmament, Demobilization, and Reintegration of Ex-Combatants in Africa: Lessons Learned and Challenges Ahead." In *The State of Peacebuilding in Africa: Lessons Learned for Policymakers and Practitioners*, edited by Terence McNamee and Monde Muyangwa, 141–62. London: Palgrave Macmillan.
- Baaz, Maria Eriksson, and Judith Verweijen. 2013. "The Volatility of a Half-Cooked Bouillabaisse: Rebel-Military Integration and Conflict Dynamics in Eastern DRC." *African Affairs* 112, no. 449: 563–82. <https://doi.org/10.1093/afraf/adt044>.
- Ball, Nicole, and Dylan Hendrickson. 2005. *Review of International Financing Arrangements for Disarmament, Demobilization and Reintegration: Phase 2 Report to Working Group 2*. Stockholm: Stockholm Initiative on Disarmament, Demobilization and Reintegration.
- Barrera, Alberto. 2015. "The Congo Trap: MONUSCO Islands of Stability in the Sea of Instability." *Stability: International Journal of Security and Development* 4, no. 1: 1–16. <http://doi.org/10.5334/sta.gn>.
- Bayart, Jean-François. 2000. "Africa in the World: A History of Extraversion." Translated by Stephen Ellis. *African Affairs* 99, no. 395 (April): 217–67. <https://doi.org/10.1093/afraf/99.395.217>.
- Berdal, Mats, and David H. Ucko. 2013. "Introduction to the DDR Forum: Rethinking the Reintegration of Former Combatants." *International Peacekeeping* 20, no. 3: 316–20. <https://doi.org/10.1080/13533312.2013.843971>.

- Boshoff, Henri. 2007. "Demobilisation, Disarmament and Reintegration in the Democratic Republic of Congo: A Never-Ending Story." *Africa Security Review* 16, no. 2: 59–64. <https://doi.org/10.1080/10246029.2007.9627417>.
- Boshoff, Henri. 2009. "Demobilisation, Disarmament and Reintegration in the Democratic Republic of Congo: The Numbers Game." *African Security Review* 18, no. 1: 70–73. <https://doi.org/10.1080/10246029.2009.9627516>.
- Carayannis, Tatiana, and Aaron Pangburn. 2020. "Home Is Where the Heart Is: Identity, Return and the Toleka Bicycle Taxi Union in Congo's Equateur." *Journal of Refugee Studies* 33, no. 4: 706–26. <https://doi.org/10.1093/jrs/fez105>.
- Clement, Cathy. 2009. "Security Sector Reform in the DRC." In *Security Sector Reform in Challenging Environments*, edited by Hans Born and Albrecht Schnabel, 89–117. Geneva: Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces.
- Debos, Marielle. 2011. "Living by the Gun in Chad: Armed Violence as a Practical Occupation." *The Journal of Modern African Studies* 49, no. 3: 409–28. <https://doi.org/10.1017/S0022278X11000267>.
- De Vries, Hugo, and Nikkie Wiegink. 2011. "Breaking Up and Going Home? Contesting Two Assumptions in the Demobilization and Reintegration of Former Combatants." *International Peacekeeping* 18, no. 1: 38–51. <https://doi.org/10.1080/13533312.2011.527506>.
- Edmonds, Martin, Greg Mills, and Terence McNamee. 2009. "Disarmament, Demobilization, and Reintegration and Local Ownership in the Great Lakes: The Experience of Rwanda, Burundi, and the Democratic Republic of Congo." *African Security* 2, no. 1: 29–58. <https://doi.org/10.1080/19362200902766383>.
- Friðriksdóttir, Guðrún Sif. 2018. "Ex-Combatants as Social Activists: War, Peace and Ideology in Burundi." *Conflict, Security & Development* 18, no. 1: 1–16. <https://doi.org/10.1080/14678802.2017.1420311>.
- Geenen, Sara. 2007. "Former Combatants at the Crossing. How to Assess the Reintegration of Former Combatants in the Security and Development Nexus? Case Study: Ruyigi (Burundi) and Kinshasa (DRC)." Conference paper presented at the Development Policy Review Network (DPR) Africa Day, University of Leiden, Leiden, Netherlands, November 2.
- Hoffmann, Kasper, Koen Vlassenroot, and Karen Büscher. 2018. "Competition, Patronage and Fragmentation: The Limits of Bottom-Up Approaches to Security Governance in Ituri." *Stability: International Journal of Security & Development* 7, no. 1: 1–17. <http://doi.org/10.5334/sta.578>.
- Kaplan, Oliver, and Enzo Nussio. 2015. "Community Counts: The Social Reintegration of Ex-Combatants in Colombia." *Conflict Management and Peace Science* 35, no. 2: 132–53. <https://doi.org/10.1177/0738894215614506>.
- K. C., Luna. 2019. "Everyday Realities of Reintegration: Experiences of Maoist 'Verified' Women Ex-Combatants in the Aftermath of War in Nepal." *Conflict, Security & Development* 19, no. 5: 453–74. <https://doi.org/10.1080/14678802.2019.1658969>.



- Marriage, Zoë. 2007. "Flip-Flop Rebel, Dollar Soldier: Demobilisation in the Democratic Republic of Congo." *Conflict, Security & Development* 7, no. 2: 281–309. <https://doi.org/10.1080/14678800701333085>.
- McMullin, Jareme R. 2013. *Ex-Combatants and the Post-Conflict State Challenges of Reintegration*. Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan.
- Mitra, Arpita. 2019. "Child Soldiers in the Democratic Republic of Congo: Revisiting "Reintegration" Through a Psycho-Social Framework." *Allons-Y: Journal of Children, Peace and Security* 3 (January): 49–63. <https://doi.org/10.15273/allons-y.v3i0.10060>.
- Muggah, Robert, and Keith Krause. 2009. "Closing the Gap between Peace Operations and Post-Conflict Insecurity: Towards a Violence Reduction Agenda." *International Peacekeeping* 16, no. 1: 136–50. <https://doi.org/10.1080/13533310802485617>.
- Muggah, Robert, and Chris O'Donnell. 2015. "Next Generation Disarmament, Demobilization and Reintegration." *Stability: International Journal of Security and Development* 4, no. 1: 1–12. <http://doi.org/10.5334/sta.fs>.
- Musamba, Josaphat. 2019. "Les combattants Mai Mai revendiquent une récompense à l'État'. Groupes armés, Champ et capital de sécurité: Analyse de la résistance au processus DDR dans l'Est de la RDC." Master's thesis, University of Louvain.
- Özerdem, Alpaslan, and Sukanya Podder. 2011. "The Long Road Home: Conceptual Debates on Recruitment Experiences and Reintegration Outcomes." In *Child Soldiers: From Recruitment to Reintegration*, edited by Alpaslan Özerdem and Sukanya Podder, 3–26. Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan.
- Pauletto, Elettra, and Preeti Patel. 2010. "Challenging Child Soldier DDR Processes and Policies in the Eastern Democratic Republic of Congo." *Journal of Peace, Conflict and Development* 16 (November): 35–57.
- Perazzone, Stephanie. 2016. "Reintegrating Former Fighters in the Congo: Ambitious Objectives, Limited Results." *International Peacekeeping* 24, no. 2: 254–79. <https://doi.org/10.1080/13533312.2016.1219659>.
- Richards, Joanne. 2016. "Implementing DDR in Settings of Ongoing Conflict: The Organization and Fragmentation of Armed Groups in the Democratic Republic of Congo (DRC)." *Stability: International Journal of Security and Development* 5, no. 1: 1–10. <http://doi.org/10.5334/sta.467>.
- Ross, Scott. 2016. "Encouraging Rebel Demobilization by Radio in Uganda and the D.R. Congo: The Case of 'Come Home' Messaging." *African Studies Review* 59, no. 1 (April): 33–55. <https://doi.org/10.1017/asr.2016.8>.
- Talentino, Andrea Kathryn, and Frederic S. Pearson. 2020. "Weapons of War, Weapons of Peace: DDR Processes in Peacemaking." *International Peacekeeping* 27, no. 1: 152–75. <https://doi.org/10.1080/13533312.2019.1623676>.

- Thakur, Monika. 2008. "Demilitarising Militias in the Kivus (Eastern Democratic Republic of Congo)." *African Security Studies* 17, no. 1: 51–67. <https://doi.org/10.1080/10246029.2008.9627459>.
- Torjesen, Stina. 2013. "Towards a Theory of Ex-Combatant Reintegration." *Stability: International Journal of Security & Development* 2, no. 3: 1–13. <http://doi.org/10.5334/sta.cx>.
- Tull, Denis, and Andreas Mehler. 2005. "The Hidden Costs of Power-Sharing: Reproducing Insurgent Violence in Africa." *African Affairs* 104, no. 416: 375–98. <https://doi.org/10.1093/afraf/adi034>.
- Verweijen, Judith. 2017. "Pompier-Pyromanocracy: Mbusa Nyamwisi and the DR Congo's Inflammable Post-Settlement Political Order." In *Warlord Democrats in Africa: Ex-Military Leaders and Electoral Politics*, edited by Anders Themnér, 41–67. London: Zed Books.
- Verweijen, Judith. 2018. "Soldiers without an Army? Patronage Networks and Cohesion in the Armed Forces of the DR Congo." *Armed Forces & Society* 44, no. 4: 626–46. <https://doi.org/10.1177/0095327X17740096>.
- Vlassenroot, Koen, Emery Mudinga, and Josaphat Musamba. 2020. "Navigating Social Spaces: Armed Mobilization and Circular Return in Eastern DR Congo." *Journal of Refugee Studies* 33, no. 4: 832–52. <https://doi.org/10.1093/jrs/feaa048>.
- Vlassenroot, Koen, and Timothy Raeymaekers. 2004. "The Politics of Rebellion and Intervention in Ituri: The Emergence of a New Political Complex?" *African Affairs* 103, no. 412: 385–412. <https://doi.org/10.1093/afraf/adh066>.
- Vlassenroot, Koen, and Timothy Raeymaekers. 2009. "Kivu's Intractable Security Conundrum." *African Affairs* 108, no. 432: 475–84. <https://doi.org/10.1093/afraf/adp039>.
- Vlassenroot, Koen, and Judith Verweijen. 2017. "Democratic Republic of Congo: The Democratization of Militarized Politics." In *Africa's Insurgents. Navigating an Evolving Landscape*, edited by Morten Bøås and Kevin Dunn, 99–118. Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Vogel, Christoph. 2014a. "Contested Statehood, Security Dilemmas and Militia Politics: The Rise and Transformation of Raïa Mutomboki in Eastern DRC." In *L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire 2013–2014*, edited by Filip Reyntjens, Stefan Vandeginste, and Marijke Verpoorten, 299–324. Paris: L'Harmattan.
- Vogel, Christoph, and Jason K. Stearns. 2018. "Kivu's Intractable Security Conundrum: Revisited." *African Affairs* 117, no. 469: 695–707. <https://doi.org/10.1093/afraf/ady033>.
- Von Benda-Beckmann, Keebet. 1981. "Forum Shopping and Shopping Forums: Dispute Processing in a Minangkabau Village in West Sumatra." *The Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law* 13, no. 19: 117–59. <https://doi.org/10.1080/07329113.1981.10756260>.
- Wilén, Nina. 2013. "Identifying the Spoilers in the Security Sector Reform: Disarmament Demobilisation and Reintegration Process in the Congo." *Defense & Security Analysis* 29, no. 2: 117–27. <https://doi.org/10.1080/14751798.2013.787792>.



## Littérature grise, évaluations indépendantes, blogs et journalisme

- African Centre for the Constructive Resolution of Disputes. 2016. "Disarmament, Demobilisation and Reintegration in the Democratic Republic of the Congo: Can Stability Prevail?" *Conflict Trends* 4. <https://www.accord.org.za/conflict-trends/disarmament-demobilisation-reintegration-democratic-republic-congo/>.
- Amnesty International. 2007. *Democratic Republic of Congo: Disarmament, Demobilisation and Reintegration (DDR) and Reform of the Army*. London: Amnesty International. <https://www.amnesty.org/en/documents/AFR62/001/2007/en/>.
- Baaz, Maria Eriksson, and Judith Verweijen. 2013. "Between Integration and Disintegration: The Erratic Trajectory of the Congolese Army." DRC Affinity Group paper. New York: Social Science Research Council. <https://www.ssrc.org/publications/view/between-integration-and-disintegration-the-erratic-trajectory/>.
- Bafilemba, Fidel, Aaron Hall, and Timo Müller. 2014. *Crafting a Viable DDR Strategy for Congo*. Enough Project, February 27. <https://enoughproject.org/files/Crafting-Viable-DDR-Strategy-for-Congo.pdf>.
- Bodineau, Sylvie. 2011. *Rapport d'Évaluation du Programme 2007-2011 pour les Enfants Associés aux Forces et aux Groupes Armés en RDC*. UNICEF RDC, May–June. <https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/2012-evaluation-ddr-%28eafga%29-en-rdc-2011-final.pdf>.
- Boisselet, Pierre. 2020. "Divisions between Tshisekedists and Kabilists Paralyze the State in Eastern DRC." *Kivu Security* (blog), November 20. <https://blog.kivusecurity.org/divisions-between-tshisekedists-and-kabilists-paralyze-the-state-in-eastern-drc/>.
- Boshoff, Henri. 2010. *Completing the Demobilisation, Disarmament and Reintegration Process of Armed Groups in the Democratic Republic of Congo and the Link to Security Sector Reform of FARDC*. Mission Difficult! Institute for Security Studies Situation Report, November 23. Pretoria: Institute for Security Studies. <https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library2/Policy-and-Research-Papers/Completing-the-demobilisation.-disarmament-and-reintegration-process-of-armed-groups-in-the-Democratic-Republic-of-Congo-and-the-link-to-security-s>.
- Boshoff, Henri, Dylan Hendrickson, Sylvie More, and Thierry Vircoulon. 2010. *Supporting SSR in the DRC: Between a Rock and a Hard Place*. The Hague: Netherlands Institute of International Relations Clingendael. [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20100400\\_cru\\_paper\\_smore.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20100400_cru_paper_smore.pdf).
- Bouta, Tsjeard. 2005. *Assessment of the Ituri Demobilization and Community Reinsertion Program (DCR)*. The Hague: Netherlands Institute of International Relations Clingendael. [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20050500\\_cru\\_other\\_bouta.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20050500_cru_other_bouta.pdf).
- Bouvy, Alexis, Stanislas Bisimwa, and Eric Batumike. 2020. *La Paix des Armes in North Kalehe: Stabilization, Demobilization and the Continuous Reconfiguration of Armed Groups*. Governance in Conflict Network Insecure Livelihoods Series. Ghent, Belgium: Governance in Conflict Network. <https://www.gicnetwork.be/la-paix-des-armes-in-north-kalehe-stabilization-demobilization-and-the-continuous-reconfiguration-of-armed-groups>.

- Bouvy, Alexis, Ingebjorg Finnbbakk, Jean-Marc Mazio, Eric Mongo, and François Van Lierde. 2021. *The FRPI Peace Process at an Impasse: Lessons from a Community-Based and Political Approach to DDR in the Congo*. Governance in Conflict Network Insecure Livelihoods Series. Ghent, Belgium: Governance in Conflict Network. <https://www.gicnetwork.be/the-frpi-peace-process-at-an-impasse>.
- Carayannis, Tatiana, and Aaron Pangburn. 2018. "DDR and Return in the DRC – A Foolish Investment or Necessary Risk?" *Africa at LSE* (blog), March 26. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2018/03/26/ddr-and-return-in-the-drc-a-foolish-investment-or-necessary-risk/>.
- Conoir, Yvan. 2012. *Ending War, Building Peace: Contribution of the National DDR Program in DRC to Peace in the African Great Lakes Region*. Transitional Demobilization and Reintegration Program report. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27214>.
- Development Alternatives Inc. 2007. *Independent Evaluation of Special Projects for Child Soldiers in the Democratic Republic of Congo*. Final report presented to the World Bank's Multicountry Demobilization and Reintegration Program, February 5. <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/independent-evaluation-special-projects-child-soldiers-democratic-republic-congo>.
- Finnbakk, Ingebjørg. 2019. *Addressing Root Causes of Conflict: A Case Study of the International Security and Stabilization Support Strategy and the Patriotic Resistance Front of Ituri (FRPI) in Ituri Province, Eastern Democratic Republic of Congo*. Experience paper. Oslo: NORDEM. <https://www.nrc.no/globalassets/norcap/nordem/documents/un-experience-paper-finnbakk.pdf>.
- Harborne, Bernard, and Paul M. Bisca. 2018. "Fragility Forum 2018: Can Security Sector Reform Prevent Conflict?" *Development for Peace* (blog), March 20. <https://blogs.worldbank.org/dev4peace/fragility-forum-2018-can-security-sector-reform-prevent-conflict>.
- Honwana, Alcinda. 2017. "Reintegration of Youth into Society in the Aftermath of War." [https://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/namibia\\_honwana.pdf](https://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/namibia_honwana.pdf).
- Human Rights Watch. 2003. *Ituri: 'Covered in Blood.' Ethnically Targeted Violence in Northeastern DR Congo*. New York: Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/reports/2003/ituri0703/>.
- Human Rights Watch. 2014. "DR Congo: Surrendered Fighters Starve in Camp." Human Rights Watch News Release, October 1. <https://www.hrw.org/news/2014/10/01/dr-congo-surrendered-fighters-starve-camp>.
- Independent Evaluation Group. 2013. *Implementation Completion and Results Report (ICR) Review. Review of Emergency Demobilization and Reintegration Project*. Report number ICRR14196. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/886451474493535081/pdf/000020051-20140626104400.pdf>.
- International Crisis Group. 2001. *Disarmament in the Congo: Jump-Starting DDDRR to Prevent Further War*. Africa Report 38. Brussels: International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/disarmament-congo-jump-starting-ddrrr-prevent-further-war>.

- International Crisis Group. 2003. *Rwandan Hutu Rebels in the Congo: A New Approach to Disarmament and Reintegration*. Africa Report 63. Brussels: International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/rwanda/rwandan-hutu-rebels-congo-new-approach-disarmament-and-reintegration>.
- International Crisis Group. 2004. *Maintaining Momentum in the Congo: The Ituri Problem*. Africa Report 84. Brussels: International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/maintaining-momentum-congo-ituri-problem>.
- International Crisis Group. 2020. *DR Congo: Ending the Cycle of Violence in Ituri*. Africa Report 292. Brussels: International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/292-republique-democratique-du-congo-en-finir-avec-la-violence-cyclique-en-ituri>.
- International Labour Office. 2003. *Wounded Childhood: The Use of Children in Armed Conflict in Central Africa*. Geneva: International Labour Office. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/---ifp\\_crisis/documents/publication/wcms\\_116566.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---ifp_crisis/documents/publication/wcms_116566.pdf).
- International Labour Office. 2010. *Socio-Economic Reintegration of Ex-Combatants: Guidelines*. Geneva: International Labour Office. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed\\_emp/documents/instructionalmaterial/wcms\\_141276.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/documents/instructionalmaterial/wcms_141276.pdf).
- International Organization for Migration. 2019. *Disarmament, Demobilization and Reintegration: Compendium of Projects, 2010–2017*. Geneva: International Organization for Migration. <https://publications.iom.int/books/disarmament-demobilization-and-reintegration-compendium-projects-2010-2017>.
- Kasongo, Me Missak, and Pamphile Sebahara. 2006. *Le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion des Combattants en RD Congo*. Brussels: GRIP. [http://archive.grip.org/en/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2006/NA\\_2006-08-11\\_FR\\_M-KASONGO\\_P-SEBAHARA.pdf](http://archive.grip.org/en/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2006/NA_2006-08-11_FR_M-KASONGO_P-SEBAHARA.pdf).
- Kavanagh, Michael. 2021. “World Bank Halts \$100 Million Payment to Congo Amid Graft Probe.” *Bloomberg News*, February 3. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-02-02/world-bank-halts-100-million-payment-to-congo-amid-graft-probe>.
- Kivu Security Tracker. 2019. “Laying Down Arms One Day to Take Them Up Again the Next: Why the Disarmament of Rebels is at a Standstill.” *Kivu Security* (blog), October 16. <https://blog.kivusecurity.org/laying-down-arms-one-day-to-take-them-up-again-the-next-why-the-disarmament-of-rebels-is-at-a-standstill/>.
- Kivu Security Tracker. 2021. *The Landscape of Armed Groups in Eastern Congo. Missed Opportunities, Protracted Insecurity and Self-Fulfilling Prophecies*. New York: NYU Center on International Cooperation. <https://cic.nyu.edu/publications/landscape-armed-groups-eastern-congo-missed-opportunities-protracted-insecurity-and>.
- Kölln, André. 2011. *DDR in the Democratic Republic of Congo: An Overview*. London: Peace Direct. <https://www.peacedirect.org/us/publications/ddr-in-the-dr-congo/>.

- Lamb, Guy. 2012. *Assessing the Reintegration of Ex-Combatants in the Context of Instability and Informal Economies: The Cases of the Central African Republic, the Democratic Republic of Congo and South Sudan*. Transitional Demobilization and Reintegration Program report. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27276>.
- Lamb, Guy, Nelson Alusala, Gregory Mthembu-Salter, and Jean-Marie Gasana. 2012. *Rumours of Peace, Whispers of War: Assessment of the Reintegration of Ex-Combatants into Civilian Life in North Kivu, South Kivu and Ituri, Democratic Republic of Congo*. Transitional Demobilization and Reintegration Program report. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26808>.
- Maier, Elisabeth, Emilie Rees Smith, and Daksha Shakya. 2013. *Empowerment of Socio-Economic Associations: A Regional Initiative in LRA Affected Areas*. Transitional Demobilization and Reintegration Program report. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23843>.
- Muggah, Robert. 2014. "Next-Generation Disarmament, Demobilization and Reintegration." *World Politics Review* (blog), June 17. <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/13862/next-generation-disarmament-demobilization-and-reintegration>.
- Nduwimana, Donatien. 2013. *Reintegration of Child Soldiers in Eastern Democratic Republic of Congo: Challenges and Prospects*. Occasional Paper 4, no. 2. Nairobi: International Peace Support Training Centre. [https://www.icc-cpi.int/RelatedRecords/CR2017\\_04712.PDF](https://www.icc-cpi.int/RelatedRecords/CR2017_04712.PDF).
- Nzekani Zena, Prosper. 2013. "The Lessons and Limits of DDR in Africa." Africa Center for Strategic Studies, Africa Security Brief 24. [https://www.files.ethz.ch/isn/158581/AfricaBriefFinal\\_24.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/158581/AfricaBriefFinal_24.pdf).
- Pangburn, Aaron and José Ndala. 2018. 'Cohabitation and the Prospects for a Central African Return: The Case of Inke (DRC)', *Africa at LSE* (blog), 22 August. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2018/08/22/cohabitation-and-the-prospects-for-a-central-african-return-the-case-of-inke-drc/>.
- Rhea, Randolph Wallace. 2014. *A Comparative Study of Ex-Combatant Reintegration in the African Great Lakes Region*. Transitional Demobilization and Reintegration Program report. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/20748>.
- Richards, Joanne. 2012. *DDR in the DRC: The Impact of Command and Control*. Geneva: Geneva Institute of International and Development Studies. <https://www.usip.org/sites/default/files/files/case-study-competition/20130322-DDR-in-DRC.pdf>.
- Rouw, Hans, and Rens Willems. 2010. *Connecting Community Security and DDR: Experiences from Eastern DRC*. Utrecht: Peace, Security and Development Network. <https://www.kpsrl.org/publication/connecting-community-security-and-ddr-experiences-from-eastern-drc>.
- Schulhofer-Wohl, Jonah, and Nicholas Sambanis. 2010. *Disarmament, Demobilization, and Reintegration Programs: An Assessment*. Sandövågen, Sweden: Folke Bernadotte Academy. [https://fba.se/contentassets/7da0c74e1d22462db487955f2e373567/ddr\\_programs\\_-an-assessment.pdf](https://fba.se/contentassets/7da0c74e1d22462db487955f2e373567/ddr_programs_-an-assessment.pdf).

- Search for Common Ground. *Security Sector Reform in DRC: 10 Years of Analysis and Recommendations for Ways Forward*. Washington, DC: Search for Common Ground. [https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/06/Search-DRC-SSR\\_Technical\\_Strategy\\_Document.pdf](https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/06/Search-DRC-SSR_Technical_Strategy_Document.pdf).
- Sharif, Sally. 2018. "A Critical Review of Evidence from Ex-Combatant Reintegration Programs." Politics of Return Working Paper 2. London: London School of Economics. [http://eprints.lse.ac.uk/90890/6/SallySharif\\_DDR\\_paper.pdf](http://eprints.lse.ac.uk/90890/6/SallySharif_DDR_paper.pdf).
- Small Arms Survey. 2013. "Demobilization in the DRC: Armed Groups and the Role of Organizational Control." Armed Actors Issue Brief Number 1 (April). Geneva: Small Arms Survey. <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/G-Issue-briefs/SAS-AA-IB1-DDR-in-the-DRC.pdf>.
- Specker, Leontine. 2008. *The R-Phase of DDR Processes: An Overview of Key Lessons Learned and Practical Experiences*. The Hague: Netherlands Institute of International Relations Clingendael. [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20080900\\_cru\\_report\\_specker.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20080900_cru_report_specker.pdf).
- Stearns, Jason. 2012. *From CNDP to M23. The Evolution of an Armed Movement in Eastern Congo*. Usalama Project report. London: Rift Valley Institute. <http://riftvalley.net/publication/cndp-m23>.
- Stearns, Jason, Judith Verweijen, and Maria Eriksson Baaz. 2013. *The National Army and Armed Groups in Eastern Congo: Untangling the Gordian Knot of Insecurity*. Usalama Project report. London: Rift Valley Institute. <http://riftvalley.net/publication/national-army-and-armed-groups-eastern-congo>.
- Stearns, Jason, and Christoph Vogel. 2015. *The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo*. New York: Congo Research Group. <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2015/11/CRG-Armed-Groups-in-the-Congo.pdf>.
- Stearns, Jason, and Christoph Vogel. 2017. *The Landscape of Armed Groups in Eastern Congo: Fragmented, Politicized Networks*. Kivu Security Tracker report, December. <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/5/Landscape%20of%20Armed%20Groups%20Essay%20KST.pdf>.
- Sungura, Amir, Bernard van Soest, and Limbo Kitong. 2019. *Reigniting Ituri? Towards a Reading of the 2018 Djugu Violence*. Consortium for the Integrated Stabilization and Peace of Eastern DRC report. Utrecht, Netherlands: PAX. <https://www.paxforpeace.nl/publications/all-publications/reigniting-ituri-towards-a-reading-of-the-2018-djugu-violence>.
- Tamm, Henning. 2013a. *FNI and FRPI: Local Resistance and Regional Alliances in North-Eastern Congo*. Usalama Project report. London: Rift Valley Institute. <https://riftvalley.net/publication/fni-and-frpi>.
- Tamm, Henning. 2013b. *UPC in Ituri: The External Militarization of Local Politics in North-Eastern Congo*. Usalama Project report. London: Rift Valley Institute. <http://riftvalley.net/publication/upc-ituri>.
- Tegenbos, Jolien, and Koen Vlassenroot. 2018. "Going Home? A Systematic Review of the Literature on Displacement, Return and Cycles of Violence." Politics of Return Working Paper 1. London: London School of Economics. [http://eprints.lse.ac.uk/89151/7/Vlassenroot\\_Going\\_home\\_Published\\_2018.pdf](http://eprints.lse.ac.uk/89151/7/Vlassenroot_Going_home_Published_2018.pdf).



- The New Humanitarian. 2014. "Briefing: DDR in Eastern DRC – Try, Try Again." *The New Humanitarian*, March 4. <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2014/03/04/briefing-ddr-eastern-drc-try-try-again>.
- Thomas-Jensen, Colin, and Tara R. Gingerich. 2010. *No Will, No Way: US-Funded Security Sector Reform in the Democratic Republic of Congo*. Washington, DC: Oxfam. <https://s3.amazonaws.com/oxfam-us/www/static/oa4/no-will-no-way.pdf>.
- Transparency International. n.d. "Corruption Perceptions Index." Accessed May 12, 2021. <https://www.transparency.org/en/cpi/2020/index>.
- Van Lierde, François, Winnie Tshilobo, Evariste Mfaume, Alexis Bouvy, and Christiane Kayser. 2021. *Collaborative Learning from the Bottom-Up: Identifying Lessons from a Decade of Peacebuilding in North and South Kivu Through Bottom-up Evaluation (2009-2019)*. Evaluation Report. Uppsala, Sweden: Life and Peace Institute. <https://life-peace.org/resource/evaluation-report-rapport-devaluation/>.
- Verweijen, Judith. 2016. *Stable Instability: Political Settlements and Armed Groups in the Congo*. Usalama Project report. London: Rift Valley Institute. <https://riftvalley.net/publication/stable-instability>.
- Verweijen, Judith, and Claude Iguma Wakenge. 2015. *Understanding Armed Group Proliferation in the Eastern Congo*. Usalama Project briefing. London: Rift Valley Institute. <https://riftvalley.net/publication/understanding-armed-group-proliferation-eastern-congo>.
- Vlassenroot, Koen, Emery Mudinga, and Josaphat Musamba Bussy. 2018. "The In-Between of Being a Civilian and Combatant: Circular Return in Eastern DR Congo." *Africa at LSE* (blog), June 5. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2018/06/05/the-in-between-of-being-a-civilian-and-combatant-circular-return-in-eastern-dr-congo-lsereturn/>.
- Vogel, Christoph. 2013. "Many Hitches Ahead for Congo's New DDR. Time to Get Over Them" *Suluhu* (blog), December 27. <https://suluhu.org/2013/12/27/many-hitches-ahead-for-congos-new-ddr/>.
- Vogel, Christoph. 2014b. "Congo's Immobilized Demobilization Programme." *Suluhu* (blog), November 12. <https://suluhu.org/2014/11/12/congos-immobilised-demobilisation-programme/>.
- Vogel, Christoph. 2014c. "Islands of Stability or Swamps of Insecurity? MONUSCO's Intervention Brigade and the Danger of Emerging Security Voids in Eastern Congo." Africa Policy Brief 9 (February). Brussels: Egmont Institute. <https://www.egmontinstitute.be/islands-of-stability-or-swamps-of-insecurity-monuscos-intervention-brigade-and-the-danger-of-emerging-security-voids-in-eastern-congo/>.
- Vogel, Christoph. 2015. "Is DDR an Epitome of International Failure in the Congo?" *Suluhu* (blog), June 23. <https://suluhu.org/2015/06/23/is-ddr-an-epitome-of-international-failure-in-the-congo/>.
- Vogel, Christoph, and Josaphat Musamba. 2016. "Recycling Rebels? Demobilization in the Congo." PSRP Briefing Paper 11. London: Rift Valley Institute. <http://riftvalley.net/publication/recycling-rebels-demobilization-congo>.

Wondo, Jean-Jacques. 2014. "RD Congo: Le Plan Global de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR III)." *Desc-Wondo* (blog), February 4. <https://desc-wondo.org/rd-congo-le-plan-global-de-desarmement-demobilisation-et-reinsertion-ddr-iii/>.

World Bank. 2021a. "The World Bank in DRC." Last modified April 2, 2021. <https://www.worldbank.org/en/country/drc/overview>.

World Bank. 2021b. "World Bank Statement on the Emergency Equity and System Strengthening in Education Project in DRC." World Bank Statement, February 1. <https://www.worldbank.org/en/news/statement/2021/02/01/world-bank-statement-on-the-emergency-equity-and-system-strengthening-in-education-project-in-drc>.

World Bank, United Nations Peacekeeping Operations, and Social Science Research Council. 2018. *The Changing Landscape of Armed Groups: Doing DDR in New Contexts*. Outcome document of a panel discussion held on May 1 at the UN Secretariat in New York. <https://peacekeeping.un.org/en/changing-landscape-of-armed-groups-doing-ddr-new-contexts>.

## Gouvernement et institutions multilatérales

African Development Bank Group. 2011. *The Role of Disarmament, Demobilization and Reintegration Programs in Post-Conflict Reconstruction: Some Lessons Learnt*. Fragile States Unit, September. <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/2011%20Role%20of%20Disarmament-%20Reintegration%20Programs%20in%20Post-Conflict%20Reconstruction.pdf>.

Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Communautaire. n.d. *Approche « Désarmement, Démobilisation, Réinsertion, Relèvement et Réconciliation Communautaires » (DDRC en sigle) : Termes de référence*. On file with author.

Emergency Demobilization and Reintegration Project. 2004. *Project Information Document (PID): Final Version*. Report No. 30879. Washington, DC: World Bank.

Emergency Demobilization and Reintegration Project. 2012. *Implementation Completion and Results Report*. Report No: ICR2168. Washington, DC: World Bank.

Government of the Democratic Republic of Congo. 2020a. Avant-projet de l'ordonnance Nr. .../... Du ... portant de l'ordonnance Nr. 07/057 du 14 juillet 2007 portant création, organisation et fonctionnement de l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, en signe « UEPN-DDR ». On file with author.

Government of the Democratic Republic of Congo. 2020b. Ordonnance Nr. .../... Du ...abrogeant l'ordonnance Nr. 09/051 du 29 juin 2009 portant institution, organisation et fonctionnement d'un Programme de Stabilisation et de Reconstruction des Zones Sortant des Conflits Armés, dénommé « STAREC » telle que modifiée et complétée par l'ordonnance Nr. 14/014 du 14 mai 2013. On file with author.

Government of the Democratic Republic of Congo. n.d. Avant-projet de l'ordonnance Nr. .../... Du .../.../2020 portant création, organisation et fonctionnement d'une Coordination Nationale des Programmes Décentralisés de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion, Relèvement et Réconciliation Communautaires, en sigle « DDRC ». On file with author.

ISSSS for the Democratic Republic of Congo. 2013. "International Security and Stabilization Support Strategy 2013–2017." English version on file with author.

Multi-Country Demobilization and Reintegration Program. 2010. *Final Report: Overview of Program Achievements*. July. Washington DC: World Bank.

United Nations Department of Peacekeeping Operations. 2010. *Second Generation Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) Practices in Peace Operations: A Contribution to the New Horizon Discussion on Challenges and Opportunities for UN Peacekeeping*. New York: United Nations Department of Peacekeeping Operations. [https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/2gddr\\_eng\\_with\\_cover.pdf](https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/2gddr_eng_with_cover.pdf).

United Nations Development Programme. 2020. *The Next Frontier: Human Development and the Anthropocene*. Human Development Report. New York: United Nations Development Programme. <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020.pdf>.

United Nations Disarmament, Demobilization and Reintegration Resource Center. n.d. "Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards." Accessed May 12, 2021. <https://www.unddr.org/the-iddrs/>.

United Nations Office of Internal Oversight Services. 2018. Audit of Disarmament, Demobilization and Reintegration in the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo. Report 2018/146, December 24. <https://oios.un.org/file/7394/download?token=SvfAO6k->.

United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of Congo (MONUSCO). 2016. MONUSCO Reinsertion and Community Violence Reduction Projects. Standard Operating Procedure SRSG/800/2016, October 1. On file with author.

United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of Congo (MONUSCO). 2021. Promoting Voluntary Exits from Armed Groups: Disarmament, Demobilization, Repatriation, Resettlement and Reintegration (DDRRR) by MONUC/MONUSCO and DDR Commissions in the Great Lakes Region. Project Concept Note, March–June. On file with author.

United Nations Security Council. 2014. Midterm Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo. S/2014/428, June 25. <https://www.undocs.org/S/2014/428>.

United Nations Security Council. 2020a. Children and Armed Conflict in the Democratic Republic of the Congo. Report of the Secretary-General. S/2020/1030, October 19. <https://www.undocs.org/S/2020/1030>.



United Nations Security Council. 2020b. United Nations Strategy for Peace Consolidation, Conflict Prevention and Conflict Resolution in the Great Lakes Region. S/2020/1168, December 4. <https://www.undocs.org/S/2020/1168>.

World Bank. 2002. Greater Great Lakes Regional Strategy for Demobilization and Reintegration. Report No. 23869-AFR, March 25. Washington, DC: World Bank.

World Bank. 2015. *International Development Association Project Appraisal Document on Proposed Grants in the Amount of SDR 10.9 Million from the International Development Association and US\$6.5 Million from the Transitional Demobilization and Reintegration Program (TDRP) to the Democratic Republic of Congo for the Reinsertion and Reintegration Project*. Report number PAD1244, May 4. Washington DC: World Bank.

World Bank. 2019. *Review of DDR/DDRRR/CVR processes in DRC: Lessons Learned and the Way Forward*. Summary report, May. On file with author.

World Bank. 2020. *Democratic Republic of Congo Reinsertion and Reintegration Project: Implementation Completion and Results Report*. Social Development Global Practice, Africa. Washington, DC: World Bank.